

Manuel

La politique étrangère féministe de la Suède



Services du gouvernement de Suède
Ministère des affaires étrangères

Manuel

La politique étrangère féministe de la Suède

Sommaire	
Avant-propos	6
1. Introduction	8
2. Qu'est-ce que la politique étrangère féministe?	10
2.1 L'essence de la politique étrangère féministe	11
Les trois R	13
2.2 Le cadre de la politique étrangère féministe	16
2.3 Domaines d'action pour la politique étrangère féministe de la Suède	19
2.3.1 Plein exercice des droits humains.....	20
2.3.2 Élimination de la violence physique, psychologique et sexuelle.....	21
2.3.3 Participation à la prévention et la résolution des conflits, et à la consolidation de la paix post-confliktuelle	23
2.3.4 Participation politique et influence dans tous les domaines de la société..	25
2.3.5 Droits et autonomisation économiques	26
2.3.6 Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)	28
3. Méthodes de travail dans les services extérieurs suédois	30
3.1 Encadrement	31
3.2 Appropriation	34
3.3 Gouvernance	36
3.4 Soutien	39
3.5 Exemples d'actions internes	43
3.6 Voix sur la politique étrangère féministe	48
4. Méthodes de changements de normes et la mobilisation	54
5. Méthodes de travail dans les différents domaines de politique étrangère	64
5.1 Politique étrangère et de sécurité	67
5.1.1 Paix et sécurité	67
5.1.2 Droits humains démocratie et État de droit	72
5.1.3 Désarmement et non-prolifération	76
5.2 Coopération internationale au développement	78
5.3 Politique commerciale et de promotion	89
6. Méthodes de travail au niveau national	98
7. Défendre l'égalité des genres contre vents et marées	108
8. Références	114
8.1 Documents	114
8.2 Sites Internet	117
8.3 Twitter	117

Avant-propos

En octobre 2014, la Suède a été le premier pays au monde à lancer une politique étrangère féministe. Cette initiative implique que nous intégrons, de manière systématique, une perspective de genre à l'ensemble de l'agenda politique.

Ce manuel a pour objet de servir de ressource à l'action internationale en faveur de l'égalité des genres et de la possibilité pour toutes les femmes et les filles de jouir pleinement de leurs droits. Il contient un ensemble de méthodes et d'expériences pouvant servir d'exemples et de source d'inspiration pour la poursuite des actions au sein des services extérieurs suédois et d'autres domaines de l'administration publique et de la société en général. Le manuel décrit également les premières années de la mise en œuvre de la politique étrangère féministe, répondant ainsi à l'intérêt considérable porté à cette politique sur le plan national comme international.

La politique étrangère féministe commence et finit dans la réalité. Elle se base sur des faits et statistiques de la vie quotidienne de femmes et filles, visant ainsi à apporter des résultats qui peuvent changer la vie des gens. Sans

cela elle n'aurait pas de sens.

L'action de la politique étrangère féministe s'articule autour des trois R : rights (les droits), representation (la représentation) et resources (les ressources). Ceci constitue notre cadre d'analyse des conditions en vigueur dans les contextes où nous agissons. Que disent les statistiques concernant les différences entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons ? Bénéficient-ils des mêmes droits en matière de formation, de travail, de mariage, de divorce et d'héritage ? Les femmes sont-elles représentées dans les enceintes où les décisions les concernant sont prises – dans les parlements, les conseils d'administration et les systèmes juridiques ? La question de l'égalité des genres est-elle prise en compte lors de l'attribution des ressources – dans les budgets de l'État ou dans les projets de coopération au développement ?

La politique a obtenu des résultats significatifs. Nous avons établi un réseau de médiateurs féminins actif dans le monde entier. Nous avons défendu les questions relatives aux femmes, à la paix et la sécurité au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons mené des campagnes en faveur de la

santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles et d'un accès accru aux services des sages-femmes ; nous avons renforcé la représentation des femmes dans les processus de paix et les systèmes juridiques ainsi que dans la plus grande encyclopédie en ligne, Wikipedia.

Notre travail repose sur le principe que l'égalité des genres n'est pas seulement l'affaire des femmes – chacun d'entre nous peut en tirer bénéfice. La recherche montre que les sociétés égalitaires bénéficient d'une meilleure santé, d'une croissance économique plus forte et d'une meilleure sécurité. Il en ressort également que l'égalité des genres contribue à la paix et que, lorsque les femmes sont impliquées dans les processus de paix, la probabilité d'une paix durable augmente.

Peter Eriksson
Ministre de la Coopération internationale au développement



Ann Linde
Ministre des Affaires étrangères



Anna Hallberg
Ministre du Commerce international chargée des affaires nordiques



Ce manuel présente les activités menées par des milliers de personnes à travers le monde entier. Il ne contient, bien entendu, qu'une sélection d'activités mises en œuvre et actuelles, notamment du fait que les méthodes sont sans cesse améliorées sur la base de nouvelles connaissances et analyses.

En menant une politique étrangère féministe, le gouvernement féministe de la Suède a fait un pas de plus vers la réalisation de sa vision d'un monde où règne l'égalité des genres. C'est en partageant nos connaissances et expériences que nous pouvons tous contribuer à accélérer les progrès vers une égalité des genres à l'échelle mondiale. Un changement **est possible**.

La Suède est le premier pays au monde à mener une politique étrangère féministe. La politique a été lancée en 2014 en réponse à la discrimination et à la subordination systématique qui continuent de marquer la vie quotidienne d'innombrables femmes et filles à travers le monde. La politique étrangère féministe consiste à appliquer, de manière systématique, une perspective d'égalité des genres à l'ensemble de la politique étrangère. Un point de départ est que l'égalité des genres est un objectif en soi, néanmoins, l'égalité des genres est également essentielle à la réalisation d'autres objectifs généraux du gouvernement, tels que la paix, la sécurité et le développement durable.

Ce manuel décrit comment la politique étrangère féministe a été lancée, a pris de l'ampleur et est devenue le signe distinctif du dialogue de la Suède dans un monde marqué par l'inégalité des genres. Le manuel se base sur les expériences de l'action des services extérieurs de la Suède et met l'accent sur la mise en œuvre pratique de la politique. Il vise à être un soutien aux services extérieurs de la Suède dans la

poursuite de leur travail tout en répondant au vif intérêt national et international suscité par la politique étrangère féministe de la Suède.

Ce manuel est divisé en sept sections, alliant méthodes et exemples issus des résultats obtenus par la politique. Le chapitre introductif décrit ce qu'implique la politique étrangère féministe et ce sur quoi elle se base. La section suivante présente les méthodes appliquées pour assurer l'impact sur la politique dans les services extérieurs de la Suède. Le chapitre suivant illustre par des exemples la manière dont la politique étrangère féministe agit concernant le changement des normes et la mobilisation. Vient ensuite un chapitre comprenant des exemples des méthodes globales utilisées dans les trois domaines inclus à la politique étrangère suédoise – la politique étrangère et de sécurité, la coopération au développement et la politique de commerce et de promotion. Les deux derniers chapitres examinent de plus près les activités au niveau national et décrivent la tâche ardue que constitue le travail en faveur de l'égalité des genres.

2. Qu'est-ce que la politique étrangère féministe ?

2.1 L'essence de la politique étrangère féministe

De manière générale, la politique étrangère féministe de la Suède est une méthode de travail et une approche dont le point de départ est les trois R tout en se basant sur un quatrième R. Ceci implique que l'ensemble des services extérieurs suédois doivent aspirer à renforcer les droits (Rights), la représentation (Representation) et les ressources (Resources) de toutes les femmes et filles, en s'appuyant sur la réalité (Reality) dans laquelle elles vivent. La politique étrangère féministe de la Suède est un programme de transformation qui vise à changer les structures et renforcer la visibilité des femmes et des filles en tant qu'acteurs. La discrimination et les inégalités liées au genre, quelles que soient les étapes de la vie et le contexte, doivent être combattues. La politique se base sur l'intersectionnalité, c'est-à-dire une prise en compte du fait que les personnes ont des conditions de vie, des niveaux d'influence et des besoins différents.

« Dans un monde faisant preuve d'une résistance croissante aux droits, à la représentation et aux ressources des femmes et des filles, une politique étrangère féministe est plus que jamais nécessaire. La Suède continuera de mener cette politique avec vigueur à travers le monde entier. »

Ann Linde, Ministre des Affaires étrangères



« Alors que certains tentent de restreindre les droits de la moitié de la population mondiale, nous représentons un mouvement planétaire en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles, et du plein exercice de leurs droits fondamentaux.»¹

Ann Linde, Ministre des Affaires étrangères

¹ <https://www.government.se/speeches/20192/09/speech-by-minister-for-foreign-affairs-ann-linde-at-the-biarritz-partnership-event-on-gender-equality-and-womens-empowerment/>

Les trois R

Rights (les droits) : Les services extérieurs suédois œuvrent pour que toutes les femmes et filles puissent pleinement exercer leurs droits fondamentaux, ce qui inclut la lutte contre toutes formes de violence et de discrimination pouvant restreindre leur liberté d'agir.

Representation (la représentation) : Les services extérieurs suédois encouragent la participation et l'influence des femmes dans les processus décisionnels à tous les niveaux et dans tous les domaines et aspirent au dialogue avec des représentants féminins à tous les niveaux, y compris au sein de la société civile.

Resources (les ressources) : Les services extérieurs suédois œuvrent pour garantir que des ressources soient allouées à la promotion de l'égalité des genres et des chances afin que toutes les femmes et les filles puissent exercer leurs droits fondamentaux. Les services extérieurs suédois doivent également encourager des mesures ciblées visant différents groupes cibles.

Les droits de qui ?²

- 104 pays dans le monde disposent de lois empêchant les femmes d'exercer certains métiers (notamment dans l'industrie minière, la fabrication, la construction, le domaine de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et des transports).
- Dans 18 pays, les hommes peuvent empêcher légalement leur femme de travailler.
- 59 pays ne disposent d'aucune loi interdisant le harcèlement sexuel au travail.
- 123 pays ne disposent d'aucune loi concernant le harcèlement sexuel à l'école.
- 37 pays n'ont aucune loi empêchant de congédier une employée enceinte.
- 45 économies ne disposent d'aucune loi protégeant les femmes contre les violences familiales.

2 La Banque mondiale, « Les femmes, l'entreprise et le droit 2018 »

Représentation – quelle est la situation actuelle?

- En 2017 il y avait seulement 17 femmes chefs d'État dans le monde. Dans une enquête menée en mars 2018 par l'Union interparlementaire, 193 pays ont été classés selon la proportion de femmes dans les parlements, le Rwanda, la Bolivie et Cuba arrivant en tête de liste. La Suède est septième avec 43,6 pour cent de femmes.³
- Une étude de 31 processus de paix majeurs menés entre 1992 et 2011 a révélé que seulement neuf pour cent des négociateurs étaient des femmes. Parmi ceux qui ont signé des accords de paix, plus de 96 pour cent étaient des hommes.⁴

« Dans le monde, les femmes et les filles sont toujours, et ce de manière systématique, victimes de discrimination et subordination. Ces dernières années, nous avons vu un recul de l'égalité des genres et des opportunités d'assurer l'autonomisation et l'indépendance des femmes et des filles. La coopération suédoise au développement doit aider à combattre ces forces. »⁵

Ministre de la Coopération internationale au développement Peter Eriksson



3 <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>

4 [https://www.peacewomen.org/sites/default/files/UNW-GLOBAL-STUDY-1325-2015%20\(1\).pdf](https://www.peacewomen.org/sites/default/files/UNW-GLOBAL-STUDY-1325-2015%20(1).pdf)

5 <https://www.government.se/government-policy/a-feminist-government/>

« Il y a des preuves irréfutables que l'égalité des genres stimule la croissance économique. Malgré cela, la politique commerciale profite plus aux hommes qu'aux femmes. Nous devons intensifier les efforts afin que la politique commerciale et les activités de promotion des échanges profitent de manière égale aux femmes et aux hommes. »

Anna Hallberg, Ministre du Commerce extérieur chargée des affaires nordiques



Répartition équitable des ressources

- Les femmes possèdent moins de 20 pour cent des ressources terriennes dans le monde. Dans de nombreux pays, les femmes n'ont pas le droit de posséder des terres.⁶
- Dans le monde, les femmes sont 200 millions de moins, comparé aux hommes, à posséder un téléphone portable.⁷ Ceci restreint la possibilité des femmes d'avoir accès à l'information et de participer et avoir accès à des services, notamment le crédit, qui, dans de nombreux pays, sont aujourd'hui majoritairement fournis par le biais de la téléphonie mobile.

6 <https://www.weforum.org/agenda/2017/01/women-own-less-than-20-of-the-worlds-land-its-time-to-give-them-equal-property-rights/>
7 <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/02/Connected-Women-Gender-Gap.pdf>

Cadres internationaux bases de l'engagement de la Suède – quelques exemples

- La Déclaration universelle des droits de l'homme.
- La convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination des femmes.
- Les déclarations et plans d'action de la conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, tenue à Beijing et la conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire, ainsi que les documents définitifs issus des conférences de suivi.
- La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et les résolutions ultérieures.
- L'Agenda 2030 pour le développement durable et les accords issus des conférences sur le financement du développement.
- Le plan d'action de l'UE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les relations extérieures de l'UE.

2.2 Le cadre de la politique étrangère féministe

La politique étrangère de la Suède s'est longtemps caractérisée par une approche claire en matière de droits et d'égalité des genres. Toutefois, la politique étrangère féministe représente un renforcement de ces ambitions. La politique fait également partie intégrale de l'action menée par un gouvernement féministe et s'inscrit dans la continuité de nombreuses années d'une politique nationale d'égalité des genres.

La Suède s'est auparavant distinguée par sa politique progressive en matière d'égalité des genres en introduisant des réformes sociales permettant de renforcer la place des femmes et des filles à toutes les étapes de la vie et dans tous les contextes, tels qu'un régime fiscal distinct, des dispositions généreuses en matière de garde d'enfants ainsi que des congés parentaux partagés sans distinction de genre. Le droit à l'avortement, introduit en 1974, a également contribué à renforcer les droits des femmes. La loi suédoise sur l'égalité entre les genres été introduite en 1979 afin de créer un marché du travail équitable et sans discrimination.

Outre ces initiatives, un mouvement progressif mené par des femmes est apparu. Des questions qui étaient

jusqu'alors considérées comme « des questions de femmes » sont apparues à l'agenda général de la politique nationale de la Suède. Des commissions ont été nommées pour renforcer l'objectif général de la Suède en matière d'égalité des genres : « *Les femmes et les hommes doivent avoir le même pouvoir de façonner la société et leur propre vie.* »⁸

La recherche suédoise sur la question du genre a pris de l'essor et est devenue une discipline universitaire.

Un autre élément clé de cette approche systématique a été l'intégration de la dimension de genre comme méthode de travail. Depuis elle se développe en permanence.⁹ L'intégration de la dimension de genre implique une perspective d'égalité des genres au sein de toutes les politiques affectant les conditions de vie des personnes, pour que les femmes, les hommes, les filles et les garçons puissent vivre sur un même pied d'égalité.¹⁰

L'engagement en faveur de l'intégration de la dimension de genre s'est intensifié ces dernières années. Ceci s'illustre notamment par un effort particulier pour l'égalité des genres dans le budget de l'État. Le gouvernement a également étendu l'intégration de la dimension de

genre dans les programmes des agences publiques (JiM) incluant près de 60 agences suédoises.¹¹ Le 1er janvier 2018, le gouvernement a créé l'agence suédoise d'égalité des genres afin de contribuer à une mise en œuvre efficace, structurée et cohérente de la politique d'égalité des genres.¹²

La Suède arrive régulièrement en tête des classements mondiaux en matière d'égalité des genres – de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) classant l'égalité des genres dans l'UE, au rapport mondial sur la parité entre hommes et femmes (Global Gender Gap) du Forum économique mondial (FEM). Ceci montre que la politique de la Suède a porté ses fruits à bien des égards en terme de promotion de l'égalité des genres. Cependant, des défis significatifs demeurent.



Réunion sur l'intégration de la dimension de genre dans les agences publiques (JiM) avec les directeurs généraux des agences publiques suédoises participant au programme JiM octobre 2019. La réunion était conduite par la ministre suédoise de l'égalité, la ministre de la sécurité sociale et le ministre de l'intérieur.

8 www.regeringen.se/artiklar/2017/01/mer-om-jamstalldhetspolitikens-mal/
9 Loi 1993/94:147

10 www.regeringen.se/regeringens-politik/jamstalldhet/jamstalldhetsintegrering/

11 L'initiative d'intégration de la dimension de genre dans les agences publiques ('Jämställdhetsintegrering i myndigheter' abrégé en suédois JiM) dispose de son propre site et inclut des agences telles que l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement (Asdi) et l'académie Folke Bernadotte (FBA).

12 Dir. 2016:108.

La politique étrangère féministe – un des éléments d'une structure féministe plus large

En 2016, une communication gouvernementale « Pouvoir, objectifs et autorités – une politique féministe pour un avenir garantissant l'égalité des genres » a été lancée. Dans cette communication, le gouvernement suédois a présenté l'orientation de sa politique d'égalité des genres, y compris un organisme pour la mise en œuvre, un système de surveillance, une stratégie nationale décennale pour la prévention et la lutte contre la violence des hommes envers les femmes et une nouvelle structure pour des sous-objectifs. Le point de départ du travail est donc le suivant :

« La Suède a un gouvernement féministe. La politique du gouvernement en matière d'égalité des genres s'appuie sur l'objectif global affirmant que les femmes et les hommes ont le même pouvoir de façonner la société ainsi que leurs propres vies. L'égalité des genres est une question de justice et participe de manière importante à la construction de la société. L'égalité des genres contribue également à la croissance économique en tirant profit du potentiel des femmes tout comme des hommes.

La politique du gouvernement en matière d'égalité des genres se fonde sur la connaissance et la compréhension établissant que le genre et le pouvoir sont structurellement créés et maintenus à tous les niveaux de la société. Le genre joue un rôle fondamental dans les opportunités et conditions de vie des personnes aux niveaux individuels, organisationnels et sociétaux, à toutes les étapes de la vie. La Suède montre encore des différences significatives dans les conditions de vie entre les femmes et les hommes. Il existe des différences systématiques entre les femmes et les hommes en matière de pouvoir et d'influence, de formation, de travail, de poste, de revenu, de salaire, de carrière, de tâches domestiques et d'éducation non rémunérées, d'exposition à la violence et de santé. C'est pourquoi la politique du gouvernement en matière d'égalité des genres vise à établir la justice entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. La politique d'égalité des genres est également un élément essentiel du travail permettant d'assurer le plein respect des engagements internationaux de la Suède en faveur des droits humains. La Suède se doit d'être un modèle exemplaire pour l'égalité des genres, sur le plan national et international. »¹³

13 "Makt, mål och myndighet - feministisk politik för en jämställd framtid" (« Pouvoir, objectifs et autorités – une politique féministe pour un avenir respectueux de l'égalité des genres »), Communication gouvernementale 2016/17:10

14 <https://www.government.se/information-material/2018/03/swedish-foreign-service-action-plan-for-feminist-foreign-policy-20192022-including-indicative-measures-for-2019/>

15 www.prb.org/womens-economic-empowerment/

16 www.peaceisland.org/wp-content/uploads/2017/04/Why-Women-in-Politics.pdf

17 Voir p. ex. www.unwomen.se/demokrati-manskliga-rattigheter-och-kvinnors-politiska-egenmakt/

2.3 Domaines d'action pour la politique étrangère féministe de la Suède

La politique étrangère féministe de la Suède contribuera à l'égalité des genres et à ce que toutes les femmes et les filles puissent bénéficier pleinement de leurs droits. A cette fin, les services extérieurs suédois ont élaboré un plan d'action, mis à jour annuellement,

Les six objectifs externes du plan d'action 2019–2022. Les services extérieurs suédois contribueront à ce que toutes les femmes et les filles puissent bénéficier :

1. De leurs droits dans leur pleine mesure
2. D'une vie exempte de violence physique, psychologique et sexuelle
3. De la participation à la prévention et la résolution des conflits, et à la consolidation de la paix post-confliktuelle
4. De la participation et de l'influence politique dans tous les domaines de la société
5. Des droits et de l'autonomisation économiques
6. De la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR)

comportant six objectifs externes à long terme.¹⁴

Il s'agit d'objectifs distincts, mais ils contribuent au même objectif global : un monde respectueux de l'égalité des genres. En outre, les objectifs se renforcent mutuellement et sont interdépendants. En améliorant l'accès des femmes et des filles aux droits sexuels et reproductifs, des changements positifs peuvent notamment être observés en terme d'autonomisation économique des femmes.¹⁵ La recherche indique également qu'une participation politique accrue des femmes ainsi que davantage de femmes à des postes décisionnels mènent à des réformes sociales plus progressives.¹⁶ Un autre exemple est qu'une législation plus stricte en faveur des droits des femmes mène à une meilleure participation des femmes dans la société.¹⁷ Les objectifs ont été placés de manière intentionnelle à un haut niveau, afin que plusieurs domaines politiques et instruments puissent y contribuer en y joignant leurs forces.

Depuis 2017, le plan d'action inclut également un septième objectif concernant le travail interne des services extérieurs suédois pour le soutien et la mise en œuvre de la politique. Ce travail est décrit dans le chapitre trois, le travail concernant les six objectifs externes étant décrit ci-dessous.

2.3.1 Plein exercice des droits humains

Les services extérieurs suédois œuvreront, dans le cadre du travail multilatéral, régional et bilatéral, ainsi qu'au sein et par le biais de l'UE, pour que toutes les femmes et les filles puissent pleinement bénéficier de leurs droits fondamentaux. La discrimination envers les femmes et les filles affecte, notamment, leur droit à l'éducation, au travail, à la sécurité, à la participation politique, à la vie de famille et au contrôle sur leur propre corps. La discrimination de genre est également renforcée par la discrimination et la vulnérabilité liées à d'autres facteurs tels que la pauvreté, les conflits, les migrations, l'impact climatique, l'origine ethnique, la divergence fonctionnelle et l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Dans son travail, la Suède utilise différentes plateformes et différents rôles et instruments. Il s'agit, notamment, de publications régulières de rapports par pays sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit, ainsi que du soutien apporté au travail de la société civile en faveur des femmes et des filles. La Suède continue également de mettre l'accent sur l'égalité des genres dans sa coopération au développement, y compris par une nouvelle stratégie mondiale.

La Suède a notamment :

- Défendu l'inclusion de la santé sexuelle et reproductive et des droits reproductifs dans la résolution de l'Assemblée générale sur les mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés.
- Agi pour renforcer le plein exercice des droits fondamentaux des femmes et filles migrantes et réfugiées.
- Pris des mesures concrètes pour l'intégration d'une approche d'égalité des genres ainsi que des mesures contre la violence sexuelle et la violence liée au genre dans les actions humanitaires et le processus de réforme humanitaire.



Cérémonie de clôture de la 63e Commission de la Condition juridique et sociale de la Femme, mars 2019

Message principal de la Suède :

- Les nations du monde se sont engagées par des conventions légalement contraignantes à respecter, défendre et garantir les droits humains, pour tout individu et sans aucune discrimination.
- Les pays n'ayant pas encore ratifié les conventions relatives aux droits humains devrait l'envisager.
- Les pays ayant émis de réserves enfreignant les droits des femmes et des filles devraient les retirer, car elles sont contraires aux objectifs et intentions de ces conventions.
- La religion, la culture, les coutumes ou traditions ne peuvent jamais légitimer les atteintes aux droits fondamentaux des femmes et des filles.
- La déclaration et le plan d'action de la quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, organisée à Beijing en 1995 constituent des engagements politiques renforçant les droits et conditions de vie des femmes.
- Tous les pays devraient mettre en œuvre le plan, notamment par des mesures législatives.

2.3.2 Élimination de la violence physique, psychologique et sexuelle

L'élimination de la violence est une condition du développement. La violence conjugale, lorsque le partenaire est l'agresseur, est la principale cause de blessures faites aux femmes. 125 pays ont légiféré contre la violence conjugale, cependant, 603 millions de femmes vivent dans des pays où la violence conjugale n'est pas punissable.¹⁸ Dans tous les pays, les femmes et les filles courent le risque d'être exposées à la violence sexuelle ou liée au genre ou au harcèlement dans les lieux publics, ce qui limite considérablement leur liberté de mouvement. De même, les possibilités des femmes d'influencer et de participer à la vie politique sont restreintes par le harcèlement dont sont victimes les femmes actives dans les forums publics, telles que les femmes politiques, les défenseurs des droits humains et les journalistes.

Toutes les formes de violence envers les femmes et les filles affectent l'individu et la société en général et constituent une barrière à l'égalité des genres et au développement. Dans de nombreux conflits, les femmes et les filles sont des cibles directes de violence sexuelle et liée au genre. Les auteurs sont rarement punis.

18 ONU Femmes, « Le progrès des femmes dans le monde : En quête de justice. »

La violence liée au genre existe dans toutes les sociétés tous les pays, quel que soit le niveau de revenu ou d'éducation. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que plus d'un tiers des femmes ont été victimes de violence physique ou sexuelle par un partenaire et/ou de violence sexuelle par une autre personne. L'OMS estime également que 30 à 60 pour cent de toutes les femmes ont été victimes d'agression physique/ou sexuelle à un moment de leur vie.¹⁹ En 2014, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) a publié une estimation du coût annuel engendré par la violence liée au genre pour les pays de l'UE, s'élevant à 256 milliards d'euros, dont 87 pour cent peut être attribué à la violence des hommes envers les femmes.²⁰

Parmi d'autres initiatives, la Suède a agi pour sensibiliser et lutter contre les normes masculines destructrices, renforcer la capacité des pays à engager des poursuites pénales contre les auteurs, apporter assistance aux victimes de crimes et réadapter les soldats. La Suède a également contribué à une meilleure compréhension du lien

entre la dissémination incontrôlée des armes et la violence envers les femmes et a contribué au fait que plusieurs acteurs se sont joints aux actions contre la violence liée au genre dans les crises, appliquant au total plus de 300 mesures. La Suède a notamment

- Soutenu des organisations de la société civile et autres acteurs travaillant avec les questions de violence liée au genre, par le biais, notamment, de centres de soutien, d'assistance téléphonique et juridique pour les femmes vulnérables ainsi qu'en agissant auprès des agresseurs et des acteurs politiques.
- Été le plus grand donateur de ONU Femmes et de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.
- Réalisé un travail considérable pour mettre en lumière les liens entre des normes masculines destructrices, la violence et les conflits.

19 www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women

20 <https://eige.europa.eu/gender-based-violence/estimating-costs-in-european-union>

Message principal de la Suède :

- Tous les individus ont droit à l'intégrité corporelle et à une vie sans violence. Toutes les formes de violences constituent des atteintes graves aux droits de humains et doivent être prévenues et punies, en temps de paix comme de conflit.
- Il est important d'exercer une influence sur les normes masculines négatives et stéréotypées, ainsi que de changer les attitudes et comportements des hommes et des garçons qui les représentent et agissent selon ces normes.
- La violence empêche les femmes et les filles de bénéficier de leurs droits fondamentaux, d'avoir accès à la formation et de devenir des acteurs sociaux.
- La Suède agit pour renforcer la responsabilisation et lutter contre l'impunité des violences faites aux femmes et aux filles.
- La violence liée au genre entraîne beaucoup de souffrances pour les personnes affectées. Elle a également un impact socioéconomique très négatif.

2.3.3 Participation à la prévention et la résolution des conflits, et à la consolidation de la paix post-confliktuelle

Dans les pays affectés par les conflits, les femmes agissent au quotidien en faveur de la paix, obtenant de bons résultats, mais avec souvent peu de reconnaissance. Les études montrent que les processus de paix inclusifs sont les plus durables, cependant, les efforts de paix formels et internationaux ne reflètent toujours pas l'égalité des genres.

La Suède a contribué à renforcer la participation des femmes dans les processus de paix en Amérique latine ainsi qu'en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, et a établi et encouragé des réseaux de femmes médiateurs. La Suède a également fait de l'agenda « femmes, paix et sécurité » (Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et résolutions ultérieures) une priorité majeure de sa période au sein



Réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix et les femmes dans le maintien de la paix, avril 2019.

du Conseil de sécurité des Nations Unies, a soutenu le travail de l'UE et a adopté un plan d'action national pour la mise en œuvre de l'agenda par la Suède. La Suède a notamment :

- Contribué à renforcer la participation des femmes dans les efforts de paix dans les pays tels que la Colombie, le Mali, la Syrie, l'Afghanistan, le Myanmar/Birmanie et la Somalie par un soutien politique, technique et financier. Le travail de la Suède a notamment contribué aux accords de paix en Colombie présentant une perspective claire en matière d'égalité des genres pouvant ainsi servir de modèle de référence à d'autres.
- Soutenu la participation des femmes syriennes aux processus politiques aux niveaux locaux et internationaux ainsi que le comité d'opposition Women's Advisory Committee (WAC).
- Contribué à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux d'autres pays pour les femmes, la paix et la sécurité, notamment en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Iraq, au Canada, au Myanmar/Birmanie, en République tchèque et au Soudan.

Message principal de la Suède :

- Les processus de paix inclusifs sont plus durables et offrent un éventail plus large de chances de trouver des solutions et d'obtenir un meilleur soutien. La participation des femmes aux processus de paix et aux opérations de maintien de la paix doit être encouragée.
- Le mandat et le travail des initiatives internationales en faveur de la paix doivent, pour qu'ils soient fructueux, prendre en compte les besoins et les perspectives des hommes, des femmes, des garçons et des filles.
- La violence sexuelle liée aux conflits est un crime de guerre lourd de conséquences pour les victimes, leurs proches et la société dans son ensemble. Les victimes de crimes ont droit à des réparations et les auteurs doivent rendre compte de leurs actes.
- L'impunité en matière de violence sexuelle liée aux conflits rend les processus de réconciliation plus difficiles et compromet les efforts de consolidation de la paix. Seule la tolérance zéro peut être acceptée.
- Il est important d'impliquer les hommes et les garçons dans le travail de prévention des conflits et de lutter contre la violence sexuelle et liée au genre.

2.3.4 Participation politique et influence dans tous les domaines de la société

Les femmes dans le monde sont sous-représentées à de nombreux niveaux – comme électrices, politiciennes, juges, dirigeantes d'organisations, dans les milieux industriels et universitaires. Une représentation plus paritaire est bénéfique à la société et aux individus. La recherche montre, notamment, que des organes de décisions plus paritaires sont plus actifs dans les questions d'égalité des genres, leur agenda et attributions de ressources reflétant plus de groupes et besoins au sein de la société.²¹

La Suède a contribué à la participation politique des femmes dans plusieurs pays, a soutenu les campagnes en faveur des droits fondamentaux des femmes et a mené de manière active des activités de plaidoyer liées à la liberté d'expression et d'opinion. La Suède a également soutenu les stratégies d'égalité des genres dans les banques de développement et fonds pour l'environnement et pour le climat et a exercé un rôle moteur dans l'initiative International Gender Champions à Genève, responsable plus particulièrement des questions de représentation. La Suède a aussi :

- Œuvré au renforcement de la protection des femmes journalistes, des défenseurs des droits humains,

des activistes environnementaux, des politiciens et travailleurs culturels, ainsi que d'autres acteurs s'engageant pour que les femmes et les filles puissent bénéficier de leurs droits fondamentaux.

- Soutenu et coopéré avec des organisations de défense des droits des femmes et autres acteurs afin de mettre en avant, soutenir et renforcer les femmes défenseurs des droits humains et autres acteurs s'engageant pour que toutes les femmes et les filles puissent bénéficier de leurs droits fondamentaux.
- Contribué à renforcer la parité dans les partis politiques dans les pays en développement par le biais de la coopération avec des organisations suédoises affiliées à des partis.



À l'occasion de la journée internationale des Droits de l'homme en 2017, l'ambassade de Suède au Mexique a organisé un séminaire sur la perspective du genre dans la protection des journalistes et défenseurs des droits de humains.

21 <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1467-9477.00031>
www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.polisci.11.053106.123839?journalCode=polisci

Message principal de la Suède :

- Les femmes et les hommes doivent avoir les mêmes chances d'être des citoyens actifs et de pouvoir guider la prise de décision.
- Les femmes et les hommes doivent avoir les mêmes chances de participer – et d'influencer – les processus et décisions politiques dans tous les domaines et à tous les niveaux.
- Les organisations de défense des droits des femmes et les femmes défenseurs des droits de humains doivent avoir la possibilité de travailler et d'être protégées des menaces et violences.
- Il est important de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la sous-représentation des femmes dans les processus et organes politiques, telles que le rôle traditionnel leur attribuant la responsabilité majeure des tâches domestiques et d'éducation non rémunérées.
- Là où il y a du pouvoir, les changements se font. Le renforcement de la proportion de femmes dans les parlements et aux postes décisionnels est crucial.

2.3.5 Droits et autonomisation économiques

Lorsque les femmes participent au marché de l'emploi, leur autonomisation économique est renforcée et la croissance économique d'une société augmente. En outre, la société se développe, car les femmes, plus que les hommes, investissent leurs revenus dans la société locale et dans la santé et l'éducation des enfants. Pour cette raison, il n'est pas seulement juste mais également favorable sur le plan sociétal, d'investir dans l'autonomisation économique des femmes. Malgré cela, de nombreuses femmes ne bénéficient pas de droits économiques et de ce fait ne peuvent pas hériter, posséder et utiliser la terre et les ressources naturelles, avoir un travail rémunéré et accéder aux technologies de l'information et de la communication, aux services financiers et marchés performants. La Suède a contribué à la formation des filles et à l'embauche des femmes. Elle a été une force motrice pour l'égalité des genres dans les accords pour les Objectifs de développement durable et dans le financement du développement, et elle a soutenu les efforts en matière d'égalité des genres dans la politique commerciale et l'entrepreneuriat durable. En outre, la Suède a souligné la responsabilité des

hommes dans les efforts d'égalité des genres par des initiatives telles que la campagne « He for She ». La Suède a également :

- Contribué aux recommandations centrales des forums économiques de premier plan, tels que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, mettant l'accent sur l'importance d'inclure la croissance et la participation des femmes au marché du travail.
- Contribué au renforcement de l'approche d'égalité des genres dans le travail des organisations internationales dans le domaine de la politique commerciale, notamment dans les négociations, les statistiques et analyses et a veillé à ce que l'UE promeuve ces questions dans des organes tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que les négociations sur l'accord de libre-échange de l'UE avec les pays tiers.
- Contribué à ce que la dimension d'égalité des genres soit mise en lumière dans les efforts en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces résultats ont été obtenus par le biais, notamment, d'efforts

bilatéraux accrus visant à renforcer les rôles et les droits des femmes sur le marché de l'emploi dans des pays tels que l'Iran, le Cambodge, la Croatie, le Nigéria, la Pologne et la Turquie. Ce travail a souvent été mené en collaboration avec des entreprises, des syndicats et des autorités publiques suédois.

- Soutenu le programme Moyen Orient et Afrique du nord de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui met l'accent sur un entrepreneuriat conscient de l'égalité des genres et a contribué à l'instauration du Forum pour l'autonomisation économique des femmes visant à améliorer les possibilités économiques des femmes dans la région.

Message principal de la Suède :

- Les droits d'héritage, de propriété et d'usage des femmes et des filles, ainsi que leur accès aux services financiers doivent être renforcés.
- Le droit à une éducation de qualité doit être le même pour tous.
- Les femmes et les hommes doivent avoir le même droit de travailler dans des conditions décentes et justes, de créer des syndicats, de diriger des entreprises et d'avoir accès aux marchés.
- Les femmes et les hommes doivent pouvoir concilier la vie de famille et un emploi rémunéré. Les tâches domestiques et d'éducation non rémunérées doivent être réparties équitablement entre les femmes et les hommes.
- La pauvreté des femmes est largement due à un manque d'accès aux ressources économiques.
- La participation des femmes au marché de l'emploi et l'accès aux marchés d'échanges engendre une croissance économique plus forte et un PIB par habitant plus élevé.

2.3.6 Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)

La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) font partie des droits humains et sont essentiels à la santé et aux conditions de vie des femmes et des filles. La SDSR signifie le droit fondamental de chaque individu d'être maître de son propre corps, mais cela a également une implication directe sur tout, du niveau d'éducation à l'économie sociale. Néanmoins, la SDSR reste un sujet controversé dans de nombreuses parties du monde.

La Suède a intensifié son travail en matière de SDSR à mesure que la résistance à ces questions s'est accentuée. La Suède s'est appuyée sur la création d'alliances, de postes dans des conseils d'administration, la coopération au développement et le dialogue, et elle est à l'initiative du mouvement international #SheDecides. Au niveau des pays, ce travail a notamment contribué à un nombre accru de sages-femmes et un meilleur accès à une éducation sexuelle complète, à la contraception et à des avortements sûrs. La Suède a également :

- Apporté un soutien important au FNUAP, lequel a, de 2014 à 2015, permis d'éviter plus de

600 000 grossesses non désirées, 200 000 avortements non sécurisés et 900 cas de mortalité maternelle, et de fournir des moyens contraceptifs à plus de 1,6 million de personnes.

- Fait pression sur la Commission européenne afin de défendre fermement la SDSR et de l'inclure au rapport annuel sur la mise en œuvre du plan d'action de l'UE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les relations extérieures de l'UE (2016–2020).
- Contribué à la formation de milliers de sages-femmes chaque année, permettant à des millions de femmes d'accoucher avec l'assistance de personnel qualifié. La Suède a notamment financé des formations de sages-femmes en Afghanistan, au Myanmar/Birmanie, au Soudan du sud et en Zambie.



Femmes étudiant pour devenir sages-femmes à l'école d'infirmière et de sage-femme de Mulago.

Message principal de la Suède :

- La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) font partie des droits humains et sont nécessaires à l'exercice par les femmes et les filles de leurs autres droits, ainsi qu'à l'égalité des genres et au développement.
- Il est crucial d'investir dans la santé maternelle, avec le droit et l'accès à des avortements sécurisés et légaux, afin de réduire la mortalité maternelle et de garantir le droit à la meilleure santé possible.
- L'accès à la contraception et à une éducation sexuelle complète pour les jeunes gens et les adultes contribue à lutter contre la violence sexuelle, les grossesses non désirées, les avortements et les maladies sexuellement transmissibles. Les hommes et les garçons doivent être impliqués pour que les attitudes puissent changer.
- La prévention et le traitement contre le VIH font également partie intégrante de l'action de la Suède en faveur de l'égalité des genres et des droits humains.

3. Méthodes de travail dans les services extérieurs suédois

Les services extérieurs suédois ont une longue expérience du travail relatif aux questions d'égalité des genres. Le travail interne s'est axé sur des questions telles que la politique du personnel, la gouvernance et le soutien opérationnel, l'organisation aspirant à être à la pointe dans ce domaine. La politique étrangère féministe a permis d'élever davantage le niveau d'ambition, contribuant ainsi à renforcer la gouvernance systématique et à accroître les initiatives dans des domaines subsidiaires, comme le travail relatif aux locaux et à la sécurité.

Les méthodes de travail et mesures liées à l'objectif interne du plan d'action sont en partie présentées ci-dessous. Ces méthodes continuent d'être affinées afin de permettre une mise en œuvre efficace de la politique dans différents contextes et dans un monde en constante évolution. Cependant, quatre éléments demeurent et se sont avérés décisifs pour l'impact de la politique au sein des services extérieurs suédois et au-delà.

3.1 Encadrement

L'encadrement de la politique est clair au plus haut niveau mais il est également intégré à toutes les parties de l'organisation. Les services extérieurs suédois ont la responsabilité d'agir de manière systématique en matière de politique étrangère féministe – dans le cadre des activités et sur le lieu de travail. Plusieurs missions suédoises à l'étranger confirment qu'un encadrement clair au plus haut niveau a été essentiel.

Cet encadrement a inclus :

- Des références constantes à la politique, notamment dans les discours, articles, messages des réseaux sociaux.
- Une priorité claire accordée à ces questions lors, notamment, de visites, déplacements, contacts.
- Des messages répétés aux services extérieurs suédois lors des réunions de direction et réunions régionales.
- Des sollicitations fréquentes aux services extérieurs de diffusion de messages et de propositions
- Des décisions et initiatives concrètes.

«Afin de mener à bien notre politique étrangère, il est rassurant de disposer d'un socle idéologique solide en matière d'égalité des genres et de bénéficier du plein soutien de la direction politique. Cela nous a donné des instruments plus pointus pour défendre les questions d'égalité des genres dans divers forums. »

Ambassade de Suède

22 Déclaration de politique étrangère durant le débat de politique étrangère au Riksdag (Parlement suédois) le mercredi 11 février 2015

Le message politique a été clair dès le départ. Depuis lors, la politique étrangère féministe a régulièrement été présentée, notamment, dans des articles, des discours, des déclarations de politique étrangère du gouvernement (voir ci-dessous). Le gouvernement a également nommé un ambassadeur suédois à l'égalité des genres et coordinateur de la

politique étrangère féministe pour appuyer le travail nécessaire et lui accorder une priorité claire.

Ce fort encadrement a contribué de manière significative à la bonne intégration de cette approche et à ce que la politique bénéficie d'un ancrage solide au sein de l'organisation.

Déclaration de politique étrangère du gouvernement 2015²²

« Une politique étrangère féministe est maintenant élaborée visant à combattre la discrimination envers les femmes, améliorer les conditions des femmes et contribuer à la paix et au développement. La participation des femmes dans la prise de décision doit être renforcée dans les pays en paix, les pays en conflit et les pays dont la reconstruction est en cours. Ceci renforcera également la durabilité de nos sociétés.

Des mesures concrètes pour promouvoir le statut et les droits des femmes ont également été prises grâce à une coopération accrue avec la société civile et avec nos partenaires au sein de l'UE et des Nations Unies. Avec nos amis nordiques de l'UE, nous avons proposé la nomination d'un représentant de l'UE pour l'égalité des genres ainsi que la mise en

œuvre de la résolution 1325. [...] Nous poursuivrons également nos efforts pour combattre l'impunité de la violence liée au genre, ce qui est nécessaire en temps de paix et dans le contexte de conflits armés.

Les États membres des Nations Unies doivent déployer des efforts en faveur des droits fondamentaux des femmes et des filles, leur droit à l'autonomisation économique et leur droit à décider de leur corps. Ceci est particulièrement crucial cette année, lorsque la communauté internationale va réaffirmer les engagements pris à Beijing en 1995 concernant les conditions des femmes. Ces conditions doivent être améliorées – et non pas affaiblies. Une politique étrangère féministe fera partie intégrante des activités de l'ensemble des services extérieurs suédois visant à renforcer les droits des femmes, améliorer leur accès aux ressources et accroître leur représentation. »

3.2 Appropriation

La politique étrangère féministe a d'abord eu une impulsion par le haut mais a successivement été élaborée en consultation avec l'ensemble des services extérieurs suédois. Plusieurs directions et missions à l'étranger soulignent l'importance de cette méthode de travail pour l'appropriation de la politique et pour les services extérieurs suédois en tant qu'organisation.

L'ensemble des directions au sein du ministère suédois des Affaires étrangères – les directions fonctionnelles, géographiques et administratives, ainsi que les missions à l'étranger – ont été consultées quant à la manière de mettre en œuvre la politique étrangère féministe dans tous les domaines politiques et opérationnels des services extérieurs suédois.

Près d'une centaine de réponses ont été recueillies, constituant ainsi un large éventail d'idées qui ont servi de base au plan d'action initial des services extérieurs suédois pour la politique étrangère féministe. Ce processus a également permis à des discussions plus intégrées sur l'égalité des genres entre les différents domaines de politique et de responsabilité et davantage d'unités

et de collaborateurs se sont engagés dans le travail relatif à l'égalité des genres. Cette méthode inclusive a continué d'être appliquée dans le développement, la planification et l'évaluation de la politique.

Conformément au plan d'action pour la politique étrangère féministe, des consultations sur la politique sont également menées avec différents pans de la société. Il s'agit notamment de la société civile, du milieu universitaire et industriel, pour que ces acteurs puissent apporter les connaissances et les perspectives de leurs propres domaines. Ces consultations ont lieu au niveau national et international.

Quelles ont été les clés du succès dans la mise en œuvre de la politique étrangère féministe ?

- Un encadrement clair
- La participation et la co-création
- La priorité
- Le soutien instrumental, le développement des compétences, les conseils, etc.
- Les points focaux dans les directions et les ambassades



Les missions à l'étranger ont été consultées sur leur point de vue quant à la manière de mettre en œuvre la politique étrangère féministe. L'ancien ambassadeur suédois en Tunisie, Fredrik Florén, et la ministre tunisienne Nezih Laabidi, chargée des droits de la femme et de l'égalité des genres.

3.3 Gouvernance

Un facteur important de la mise en œuvre de la politique étrangère féministe est que les questions d'égalité des genres sont intégrées dans les systèmes, processus et structures de responsabilité courants. Ceci implique que la perspective d'égalité des genres est incluse aux activités habituelles et ne peut être présentée ou perçue comme un processus parallèle.

L'intégration de la question du genre dans le travail **de gouvernance, de planification et d'évaluation**, a été renforcée. Le plan d'action pour la politique étrangère féministe est inclus dans le plan d'action opérationnel des services extérieurs suédois. Les objectifs du plan d'action sont ainsi intégrés au processus de planification des services extérieurs et sont évalués, chaque année, par l'ensemble des directeurs des services extérieurs dans le cadre des processus courants.

Conformément à la politique étrangère féministe, **les règles de procédure** du ministère des Affaires étrangères précisent que tous les directeurs ont la responsabilité d'inclure une perspective d'égalité des genres dans leurs domaines de responsabilité, y compris dans les processus décisionnels et

d'attribution des ressources.²³

Le processus de planification opérationnelle des services extérieurs a également été révisé afin d'assurer que la politique étrangère féministe soit intégrée aux dialogues opérationnels annuels courants. Ainsi, toutes les directions et missions à l'étranger doivent expliquer comment la politique étrangère féministe est/a été menée durant l'année. Dans la révision du processus de planification opérationnelle pour 2017, 502 objectifs opérationnels réfèrent à l'objectif d'un monde plus favorable à l'égalité des genres, ce qui est un progrès significatif comparé aux années précédentes.

Les services extérieurs suédois ont également œuvré de manière continue à l'intégration de la question du genre au **processus budgétaire**. Dans ce cadre, le ministère des Affaires étrangères a précisé les lignes directrices relatives à sa gestion des fonds, veillé à ce que sa formation obligatoire en matière de gestion des subventions enseigne l'intégration de la question du genre, et que les employés aient participé à la formation des services du gouvernement sur ce thème. Une révision permanente des règlements, formulaires, procédures et listes internes permet d'assurer que la perspective d'égalité des genres est incluse.

Une budgétisation sensible au genre doit être appliquée dans tous les domaines, y inclus la politique étrangère. Ceci implique que toutes les priorités, les choix et les attributions de ressources dans le budget doivent, autant que possible, promouvoir l'égalité des genres. Les services du gouvernement soutiennent ce travail grâce à l'instrument d'analyse budgétaire JämKAS. « JämKAS », est une abréviation de « jämställdhet, kartläggning och analys », soit « égalité des genres,

modélisation et analyse ». ²⁴ La budgétisation sensible au genre inclut l'utilisation de données ventilées par sexe conformément aux lignes directrices de l'office national suédois de la statistique. ²⁵ La Suède a créé un groupe d'égalité des genres, « Friends of Gender Equality », au sein de l'OCDE. Ce groupe se rencontre régulièrement pour discuter de questions telles que la budgétisation sensible au genre et l'importance de recueillir et d'analyser des données ventilées par sexe.

JämKAS Budget

JämKAS Budget est un instrument d'analyse pouvant être utilisé comme soutien à l'intégration d'une perspective d'égalité des genres dans le budget et pour effectuer des analyses et présenter des propositions sur l'égalité des genres. L'analyse comprend plusieurs niveaux/questions

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
L'égalité des genres est-elle pertinente pour la proposition ?	De quelle manière l'égalité des genres est-elle pertinente pour la proposition ?	Quelles conclusions peuvent-elles être tirées concernant les conditions et situations des femmes et des hommes, des filles et des garçons dans la proposition ?	Quels schémas peut-on distinguer en terme de répartition des genres et quel est l'impact de la proposition pour l'égalité des genres ?	Quelles sont les propositions alternatives pouvant davantage promouvoir l'égalité des genres ?

23 Règlement des Services du gouvernement relatif aux règles de procédure pour le ministère des Affaires étrangères (2017)

24 Ministère suédois des finances, budget JämKAS

25 Office national suédois de la statistique (2004), « Könsupplad statistik. Ett nödvändigt medel för jämställdhetsanalys » (« Statistique ventilée par sexe. Un instrument nécessaire pour l'analyse relative au genre »)

Le plan d'action pour la politique étrangère féministe est un instrument d'orientation complet contenant des chapitres sur les acteurs et sur les outils pertinents pour la mise en œuvre continue de la politique. Conformément à ces orientations, les services extérieurs suédois doivent, dans leur travail analytique, prendre en compte la manière dont leurs activités peuvent renforcer l'égalité des genres et permettre à toutes les femmes et les filles de bénéficier pleinement de leurs droits fondamentaux. Cela peut notamment se faire par l'utilisation d'analyses relatives à l'égalité des genres lors de la formulation de projet, plans d'action et stratégies. Ces analyses doivent avoir une perspective intersectionnelle et prendre en compte le fait que les femmes et les filles, les hommes et les garçons ne forment pas des groupes homogènes mais ont des identités, des besoins, des influences et des conditions de vie différents. Les analyses doivent donc considérer des facteurs autres que le genre, tels que l'âge, le lieu de domicile, le statut socio-économique, l'identité de genre et l'expression de genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la divergence fonctionnelle, le niveau d'instruction, les convictions et appartenances religieuses. Les services

extérieurs suédois doivent également se servir des analyses relatives à l'égalité des genres basées sur des données ventilées par sexe et âge dans les rapports et activités en cours. À cet effet, les services extérieurs suédois, doivent, lorsque ces données font défaut, en faire la demande auprès des acteurs bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'auprès des organisations de la société civile. Outre le recueil de données quantitatives, les services extérieurs suédois doivent également prendre en considération et recueillir des informations qualitatives émanant de sources multilatérales, bilatérales et autres – telles que les organisations locales de défense des droits des femmes – qui ont souvent des connaissances précieuses et sont en contact avec les femmes et les filles dans les contextes en question.

26 Le dernier plan d'action est disponible sur : <https://www.government.se/information-material/2018/03/swedish-foreign-service-action-plan-for-feminist-foreign-policy-20192022-including-indicative-measures-for-2019/>

Aide-mémoire pour l'analyse relative à l'égalité des genres dans les rapports :

- Veiller à ce que les aspects et le thème de l'égalité des genres soient étayés dans les rapports, par exemple la participation électorale dans une perspective d'égalité des genres comme pierre angulaire de la démocratie, ou bien la violence liée au genre comme menace à la sécurité.
- Préciser les droits, les opportunités et les besoins des femmes, des filles, des garçons et des hommes dans ce contexte.
- Utiliser des données ventilées par sexe et âge.
- Employer une perspective intersectionnelle précisant que les identités, besoins, influences et conditions de vie des femmes et des filles, des hommes et des garçons sont différents.
- Consulter les personnes, groupes et/ou organisations actifs dans le domaine de l'égalité des genres.

3.4 Soutien

La politique étrangère féministe des services extérieurs suédois est encadrée par une **équipe de coordination** sous la direction de l'ambassadeur pour l'égalité des genres et coordinateur de la politique étrangère féministe. L'équipe de coordination travaille notamment sur l'élaboration des politiques, la planification opérationnelle, la communication, le développement des compétences et la représentation. Tous les employés des services extérieurs suédois peuvent contacter l'équipe de coordination ou **les points focaux** pour la politique étrangère féministe désignés dans chaque direction et mission à l'étranger. Ces points focaux bénéficient d'un soutien et d'une information continus de la part de l'équipe de coordination. L'équipe de coordination pour la politique féministe est aussi régulièrement en contact avec la division pour l'égalité des genres au ministère de l'emploi. Cette division apporte son soutien et coordonne le travail relatif à l'égalité des genres dans tous les secteurs de la politique gouvernementale. Cette coopération interministérielle facilite la transmission rapide de méthodes et d'information au sein des Services du gouvernement.

L'équipe de coordination élabore le **plan d'action** annuel des services extérieurs pour la politique étrangère féministe en collaboration avec d'autres sections des services extérieurs suédois et en dialogue avec d'autres parties des Services du gouvernement et agences, des représentants de la société civile, etc.

L'équipe de coordination a créé un **site thématique** sur la politique étrangère féministe, où tous les employés ont accès à **des fiches d'information, brochures, discours, articles, bons exemples, présentations PowerPoint** et autres matériaux. Certaines missions à l'étranger ont également élaboré des fiches d'information sur la politique étrangère féministe traduites dans les langues locales.

Le site thématique contient des liens vers des **formations en ligne** internes dispensées par l'équipe de coordination, traduites en anglais pour être accessibles au personnel local. En outre, plusieurs ambassades et directions ont mené leurs propres études approfondies et formations et/ou ont élaboré des bases de connaissance sous forme de bibliothèques de l'égalité des genres. Certains directeurs font partie d'un

Le programme « Gender Coach » – son fonctionnement

Le programme s'adresse aux cadres supérieurs des services extérieurs suédois en leur permettant d'approfondir leurs connaissances en matière d'égalité des genres et droits des femmes et des filles, et en se basant également sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité. Le programme comprend des séminaires communs pour l'ensemble des participants, ceux-ci ayant en outre leurs propres coachs qui les aident dans la mise en œuvre directe de l'intégration de la perspective du genre dans leurs domaines d'activité respectifs.

programme spécifique **Gender Coach** qui met l'accent sur les méthodes et instruments pour l'encadrement en matière d'égalité des genres.

Deux ans à peine après le lancement de la politique étrangère féministe, l'équipe de coordination a initié un processus d'évaluation. Ce processus a engagé les directions et missions à l'étranger et a

« En tant que fonctionnaire des services extérieurs suédois menant une politique étrangère féministe, il est crucial de le faire sur un lieu de travail le plus respectueux possible de l'égalité des genres. Le programme Gender Coach m'a apporté la connaissance et les instruments – et ainsi la confiance en soi – nécessaires pour accélérer nos efforts internes en matière d'égalité des genres avec mon équipe de direction. Le programme m'a permis de comprendre l'importance de se concentrer sur les processus de travail que nous pouvons vraiment contrôler et de trouver des manières concrètes d'y intégrer les aspects d'égalité des genres. Les résultats ont de loin dépassé nos attentes. Nous travaillons depuis longtemps avec l'égalité des genres au niveau du personnel, cependant, nous avons identifié d'autres processus – dans des domaines tels que la gouvernance, la sécurité, les locaux et leur aménagement – dans lesquels il conviendrait de renforcer cette perspective d'égalité. »

L'ancien directeur général des affaires administratives du ministère des Affaires étrangères Håkan Åkesson. Photo de droite.

abouti à une série d'exemples avec des mesures et résultats relatifs aux sept objectifs de la politique étrangère féministe du plan d'action. Cette série d'exemples a été un soutien additionnel et une source d'inspiration dans la mise en œuvre de la politique :

<https://www.government.se/information-material/2017/10/swedens-feminist-foreign-policy--examples-from-three-years-of-implementation/>



Trois questions à Ann Bernes

Ambassadrice de Suède pour l'égalité des genres et coordinatrice de la politique étrangère féministe



1. Quelles méthodes se sont avérées les plus importantes dans le travail lié à la politique ?

Le concept de la « politique étrangère féministe » est une méthode inégalable. Il suffit de prononcer ces mots pour susciter de l'intérêt et montrer les valeurs portées par la Suède. Les quatre R sont également un instrument important puisqu'ils ont une portée globale tout en étant faciles à comprendre et à communiquer. Le processus inclusif et co-créatif s'est également avéré décisif. Tous les employés peuvent contribuer, ce qui a donné un élan considérable au travail.»

2. Quelle a été votre plus grande révélation en tant que coordinatrice ?

Que le changement est possible, même quand on n'y croit pas. Il s'agit simplement de trouver les arguments ou d'autres formulations qui vous permettront d'avancer. À ce propos, une autre révélation a été de découvrir la créativité et l'inspiration fantastiques qui se sont exprimées au sein de l'ensemble des services extérieurs suédois.

3. Quel a été le premier défi de ce travail ?

De pouvoir apporter assez de soutien. Ce n'est pas parce que tous les collègues ont une connaissance plus approfondie de l'égalité des genres que le besoin de soutien est moindre. Au contraire, les questions se font plus nombreuses et plus complexes et le besoin de suivi et de bilan grandit. Il est clair que des processus d'intégration de cette ampleur nécessitent des fonctions d'appui pouvant répondre aux besoins.

3.5 Exemples d'actions internes

Toutes les sections des services extérieurs suédois doivent établir une approche d'égalité des genres dans leurs champs d'activité, conformément à la politique étrangère féministe.

Dans cette optique, la perspective d'égalité des genres imprègne notamment le travail consulaire, en particulier en ce qui concerne les questions liées aux femmes, aux enfants et aux jeunes. Les ambassades et consulats suédois sont de plus en plus sollicités par des personnes en détresse qui sont des résidents suédois victimes de violence familiale durant un séjour à l'étranger, souvent empêchés de revenir en Suède. Ces personnes risquent d'être victimes de mariages forcés ou de mutilations génitales féminines, de menaces, de contraintes ou violence de la part de leurs familles, ou d'être obligées de rester à l'étranger contre leur gré. Ce groupe de personnes en détresse, majoritairement des femmes et des filles, sont une priorité d'un point de vue consulaire, leur situation rendant les dispositions usuelles, telles que l'appui à l'auto-assistance, impossibles.

Depuis 2015, des efforts stratégiques continus ont été menés pour le développement des instruments et de l'expertise consulaire des services extérieurs suédois pour le soutien aux groupes particulièrement vulnérables. En 2018, un investissement de deux ans a été décidé pour renforcer davantage le

soutien consulaire dans le cadre de conflits familiaux, avec un accent particulier sur les enfants et les mariages forcés. Cet investissement de 10 millions de SEK a permis de mener des initiatives d'information, de formation et de coopération significatives dans ce domaine. Dans le cadre du soutien opérationnel des services extérieurs suédois, la politique étrangère féministe a impliqué le développement de la perspective d'égalité des genres dans le domaine des questions immobilières. À cet effet, les services extérieurs suédois, ont révisé les lignes directrices pour le choix des logements des chefs de mission, qui établissent dorénavant que ces logements doivent être fonctionnels et accueillants pour tous les employés et visiteurs. Dans certains lieux, notamment, le choix des logements pour les directeurs, peut-être décisif pour permettre aux femmes de ne pas être obligées de suivre les coutumes vestimentaires locales, à l'intérieur ou aux alentours de la résidence. De la même manière, des logements inclusifs pour les chefs de mission, peuvent permettre aux femmes et aux personnes LGBTQ de participer à des événements alors que d'autres locaux dans certains lieux peuvent impliquer des difficultés ou des risques. Le ministère suédois des Affaires étrangères a également coopéré avec le Conseil national pour l'art public pour que les œuvres d'art dans les logements de des chefs de mission et les bureaux incluent des œuvres de femmes et d'hommes.

Égalité des genres et locaux – comment cela fonctionne-t-il ?

- Certains aspects de la conception de l'environnement de travail affectent-ils différemment les femmes et les hommes ?
- Les aspects de la conception de l'environnement de travail rendent-ils certaines tâches plus difficiles à accomplir pour les femmes que pour les hommes ?
- Dans le cas de postes à l'étranger, certaines normes culturelles et autres peuvent limiter la liberté de mouvement des femmes. Comment les agencements des locaux peuvent-ils améliorer la situation des personnes en poste à l'étranger ?
- Les femmes comme les hommes doivent se sentir à l'aise dans les locaux des services extérieurs suédois. Y a-t-il des mesures à prendre pour s'en assurer ?
- Les professions et les tâches professionnelles suivent souvent des rôles basés sur le genre. Est-ce le cas dans le cadre du travail lié aux bâtiments sur le lieu de travail ? Si oui, que peut-on faire pour y remédier ?
- Combien d'artistes femmes et hommes sont représentés dans les œuvres d'art sur le lieu de travail ?

Dans le domaine de la sécurité, le ministère suédois des Affaires étrangères a initié un programme de certification pour les entreprises de sécurité qui opèrent dans des contextes de conflit. Cette certification – émanant de l'Association du Code de conduite international (ICoCA) – souligne comment les entreprises privées de sécurité doivent agir dans des zones de conflit, notamment au regard des droits humains et du droit humanitaire international. Le ministère suédois des Affaires étrangères exige que les entreprises de sécurité participant à ses procédures d'appel d'offre disposent de la certification

ICoCA. Cette certification est conforme à la politique étrangère féministe de la Suède par son message clair en matière d'égalité des genres.

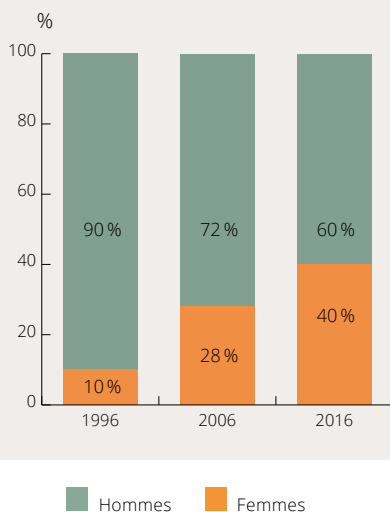
Le ministère suédois des Affaires étrangères s'est notamment assuré que les entreprises disposent d'un certain nombre d'instruments en matière d'égalité des genres lors de leurs visites d'inspection, qu'elles engagent un dialogue avec les organisations de défense des droits des femmes et qu'elles luttent contre l'exploitation, le harcèlement et les abus sexuels.

Le ministère suédois des Affaires étrangères a également œuvré, sur la base de consultations avec les missions à l'étranger, pour réviser, mettre en évidence et renforcer la sécurité des personnes s'agissant des employées dans le monde. D'autres actions sont notamment la révision de la répartition par genre des gardes de sécurité détachés et l'exigence pour les entreprises de sécurité contractées d'avoir une politique intégrée en matière de genre. Les services extérieurs suédois ont également soulevé la perspective d'égalité des genres dans les consultations multilatérales sur le suivi des codes de conduites internationaux pour les entreprises privées de sécurité.

Dans le domaine des effectifs, les services extérieurs suédois visent à renforcer la perspective d'égalité des genres. Cela implique l'examen de l'ensemble de la chaîne, allant du recrutement et programmes d'encadrement au processus de nomination des dirigeants. Des mesures spécifiques sont prises afin d'accroître le nombre de candidates aux postes de direction, y compris les postes d'ambassadeurs. Le taux de femmes aux postes de direction a également augmenté et atteint maintenant 50 pour cent (l'ensemble des postes de direction inclus). Quarante pour cent des postes d'ambassadeurs sont remplis par des femmes (voir diagramme). Les partici-

pants au programme d'admission du ministère suédois des Affaires étrangères (Programme diplomatique) est passé de 20 pour cent de femmes en 1972 à 47 pour cent de femmes en 2016. Les services extérieurs suédois s'attachent également à lutter contre les écarts de rémunération injustifiés entre les femmes et les hommes en surveillant de manière continue les évolutions salariales. Des efforts ont été initiés pour accroître le nombre de femmes aux fonctions de consuls honoraires et de secrétaires commerciaux, et de revoir les tâches effectuées par le personnel local, afin d'identifier et d'éliminer les schémas stéréotypés en matière de genre.

Répartition des ambassadeurs suédois par genre, 1996-2016²⁷



27 Statistiques du ministère suédois des Affaires étrangères

Trois questions à Per Augustsson, Directeur adjoint aux ressources humaines, ministère suédois des Affaires étrangères

1. Quelles ont été les implications des efforts visant à renforcer le rôle des femmes aux postes décisionnels ?

La politique étrangère féministe est un projet de changement et une partie intégrante de l'action du gouvernement pour l'égalité des genres. C'est aussi une attitude et un prisme à travers lequel nous envisageons notre travail en matière de ressources humaines et cherchons à garantir la représentation des femmes et les ressources qui leur sont attribuées au sein des services extérieurs suédois. Le ministère suédois des Affaires étrangères a agi de manière stratégique pour accroître le nombre de femmes candidates aux postes de direction. Les raisons pour lesquelles elles n'ont parfois pas postulé ont été examinées et analysées. Des modèles ont été mis en avant. Des programmes internes de développement pour de potentiels directeurs ont contribué à l'accroissement du nombre de femmes aux postes de direction.

2. Quels instruments utilisez-vous dans votre travail ?

Les formations internes incluent dorénavant une perspective d'égalité des genres.

La politique étrangère féministe est notamment incluse au programme d'admission et au programme d'administrateurs du ministère des Affaires étrangères ainsi que la formation des nouveaux chefs de mission à l'étranger. Des formations en ligne sur la politique étrangère féministe sont accessibles pour l'ensemble du personnel. Des formations internes d'encadrement destinées aux femmes et aux hommes contribuent à augmenter le nombre de femmes aux postes de direction. Une analyse d'égalité des genres est effectuée lors du recrutement pour la formation et le programme d'encadrement du ministère. Aujourd'hui, les femmes sont majoritaires aux postes de responsabilité intermédiaire. Ceci laisse espérer de bonnes perspectives pour atteindre une parité totale dans les postes à hautes responsabilités.

3. Décrivez un défi particulier concernant le renforcement de la perspective d'égalité des genres dans les questions de personnel au sein des services extérieurs suédois.

Il y a un déséquilibre entre les femmes et les hommes dans les postes administratifs des services extérieurs suédois. Des efforts sont faits, lors du recrutement, pour y remédier.

Récapitulatif des méthodes de travail au sein des services extérieurs suédois :

1. Encadrement

- Clair, ouvert, conséquent, « partout, à tout instant »
- Intégré à la déclaration de politique étrangère du gouvernement
- Régulièrement abordé dans les discours, les articles et tweets
- Décisions et initiatives ciblées

2. Appropriation

- Processus inclusif et co-créatif pour la politique étrangère féministe
- Points focaux dans chaque direction et mission à l'étranger
- Les chefs de mission sont responsables de l'intégration de la perspective d'égalité des genres dans l'ensemble des activités, y compris dans les processus décisionnels et d'attribution des ressources.

3. Gouvernance

- Répartition clarifiée de la responsabilité pour l'égalité des genres dans les règles de procédure
- Intégration du plan d'action pour la politique étrangère féministe dans le suivi des objectifs et résultats
- Renforcement de l'intégration de la question du genre, notamment par une budgétisation sensible au genre

- Analyses récurrentes d'égalité des genres

4. Soutien

- Page thématique sur l'intranet
- Recueil d'exemples pour les premières années de la politique étrangère féministe
- Feuilles d'information et autres matériaux d'information
- Ambassadeur pour l'égalité des genres et coordinateur de la politique étrangère féministe
- Formation en ligne pour l'ensemble du personnel des services extérieurs suédois

5. Exemples de travail méthodique :

- Aspects de l'égalité des genres dans les questions consulaires
- Soutien opérationnel (p.ex sécurité et locaux) avec une perspective d'égalité des genres
- Politique du personnel innovatrice pour une meilleure représentation des femmes

3.6 Voix sur la politique étrangère féministe

Le lancement de la politique étrangère féministe a été accueilli à la fois avec éloge et scepticisme. Au fur et à mesure de la mise en œuvre de la politique, le soutien s'est affirmé et les premiers doutes ont laissé place à l'intérêt.

La politique suscite un grand intérêt dans les différents groupes sociétaux et se reflète également dans le monde de la recherche. Le ministère des Affaires étrangères a reçu de nombreuses questions de la part de chercheurs et étudiants, qui ont écrit des articles, mené des études et rédigé des thèses sur l'initiative suédoise.²⁸

« ...Ce qui est le plus intéressant et, peut-être, le plus innovateur avec une politique étrangère féministe, ce ne sont pas les initiatives, les efforts et les programmes spécifiques, mais le fait qu'en tant qu'approche nouvelle, elle a le potentiel de contribuer à une nouvelle vision de ce que signifie vraiment la sécurité extérieure et à qui elle s'adresse. »²⁹

Professeur Robert Egnell,
École supérieure de la défense nationale

28 Quelques exemples de l'intérêt porté par le monde de la recherche :

<http://www.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1175888&dsid=425> <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-368> www.ethicsandinternationalaffairs.org/2016/swedish-feminist-foreign-policy-in-the-making-ethics-politics-and-gender/

centreforfeministforeignpolicy.org/journal/2018/5/18/bipfj3ify8rz97ar4tic4nx3scj53j <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/uk-feminist-foreign-policy-both-right-thing-do-and-smart-strategy>

29 Feministisk utrikespolitik i teori och praktik (« La politique étrangère féministe en théorie et en pratique »), Robert Egnell, journals.lub.lu.se/index.php/st/article/view/16441

L'intérêt des médias suédois et internationaux est également grand, la politique étrangère féministe suscitant, de manière générale, à la fois curiosité et débat.³⁰

« L'expression 'politique étrangère féministe' s'est gravée dans mon esprit, basée sur ce que la Suède fait. »³¹

Fondatrice du blog sur la politique étrangère féministe Marissa Conway

Le concept de politique étrangère féministe est discuté et employé à la fois par des organisations et des pays. Un exemple est le Canada, doté d'un gouvernement féministe établi, qui utilise le terme de « politique étrangère féministe » et qui, en juin 2017, a lancé une politique de développement féministe après avoir mené des consultations impliquant plus de 15 000 personnes dans 65 pays différents.

« Il est important, et historique, d'avoir un premier ministre et un gouvernement qui proclament avec fierté que nous sommes féministes. Les droits des femmes sont des droits fondamentaux. Ils incluent les droits sexuels et reproductifs et le droit à des avortements sûrs et accessibles. Ces droits sont au cœur de notre politique étrangère. »³²

Ancienne ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland

30 Exemples de l'intérêt des médias :

www.nytimes.com/2017/11/17/world/europe/margot-wallstrom-sweden.html <https://policyoptions.irpp.org/magazines/december-2017/the-three-rs-of-feminist-foreign-policy/> www.irishtimes.com/opinion/the-case-for-a-feminist-foreign-policy-1.3183835 <https://foreignpolicy.com/2016/04/06/swedens-foreign-minister-has-no-time-for-giggles/>

www.una.org.uk/magazine/2017-2

31 www.passblue.com/2016/11/04/what-exactly-is-a-feminist-foreign-policy-a-new-website-explores-the-subject/

32 www.canada.ca/en/global-affairs/news/2017/06/address_by_ministerfreelandoncanadasforeignpolicy-priorities.html

Les employés des services extérieurs suédois témoignent du fait que la politique étrangère féministe a contribué à faire avancer les positions et à créer une plateforme précieuse pour le dialogue. La question d'égalité des genres est une question qui concerne chaque employé, quel que soit le poste ou domaine et quel que soit le lieu de travail dans le monde.

« Le fait que la Suède soit passée de l'égalité des genres au féminisme est définitivement quelque chose de nouveau et peut être appliqué exactement de la même manière dans le travail de l'ambassade. L'engagement de la Suède en faveur des questions d'égalité des genres est connu depuis longtemps et est toujours d'actualité – aux côtés maintenant de nombreuses autres nations qui partagent cet engagement. Cependant, une politique étrangère féministe nous démarque clairement. Elle nous permet de montrer une capacité à em-

brasser des contextes plus larges, armé de courage politique et d'une volonté de diriger. Les références au féminisme en politique effraient certains et inspirent beaucoup d'autres, cependant il est clair que cela suscite un large intérêt et provoque un important débat. »

Ambassade de Suède

La politique a également signifié un changement organisationnel et culturel au sein des services extérieurs suédois. La plus grande motivation pour de nombreux employés a été le processus inclusif – poursuivre un travail précurseur, basé sur une vision claire. Le travail a pris forme au fur et à mesure et s'est fondé sur des discussions et réflexions internes approfondies.

Plusieurs employés se disent fiers de mener et contribuer à une politique innovatrice telle que la politique étrangère féministe. Le processus créatif a renforcé les services extérieurs suédois et posé le fondement d'une innovation continue.

« Cela a été une incroyable aventure. Ce qui a commencé par un document de 3 ou 4 pages en octobre 2014 est devenu une politique étrangère à part entière, dont nous avons défini conjointement le contenu. La politique étrangère féministe est devenue notre marque de fabrique. »

Ambassade de Suède

La politique étrangère féministe a également contribué, de manière nouvelle et plus claire, à la cohérence entre différents domaines de la politique étrangère – la politique étrangère et de sécurité, la coopération au développement et la politique commerciale et de promotion.

« La politique étrangère féministe a été significative pour notre manière de travailler avec cette question en tant qu’ambassade intégrée, en charge de tous les domaines de la politique étrangère. La politique étrangère féministe nous a fourni une plateforme fondamentale commune. Dans la pratique, nous avons relié plus clairement nos activités politiques, de développement et de promotion. Notre communication externe est plus explicite, notre dialogue politique plus structuré et centré sur notre message, et notre dialogue avec nos partenaires dans le domaine du développement a désormais une approche plus large et une dimension politique plus claire. La politique étrangère féministe est une source d’inspiration et nous encourage dans notre dialogue avec divers acteurs. »

Ambassade de Suède

« La politique étrangère féministe a également contribué à ce que la Suède soit plus que jamais considérée comme "le pays de l'égalité des genres" – un modèle, la première instance à laquelle faire référence dans les comparaisons internationales des médias ou les demandes d'information des organisations de la société civile ou pour les demandes de coopération. [...] la Suède est devenue la nation à consulter en termes d'égalité des genres pour les médias et autres. Les contacts avec l'ambassade sur le thème de l'égalité des genres ont augmenté et continuent de le faire. Nous nous assurons également de communiquer avec des représentants de haut niveau (y compris le chef de l'État) dans notre travail avec ces questions. »

Ambassade de Suède

Plusieurs missions à l'étranger ont également noté que la politique a renforcé la position de la Suède comme défenseur de l'égalité des genres et des droits des femmes et des filles. La marque de fabrique de la Suède est encore plus évidente et forte : « la Suède porte clairement le maillot jaune ».

4. Méthodes de changements de normes et mobilisation

La politique étrangère féministe vise à créer de nouvelles approches et à contribuer à un changement. Ceci requiert un travail méthodique et systématique. Il s'agit de toujours garder à l'esprit de créer les bonnes conditions pour un monde plus à l'écoute des femmes et des filles, qui leur accorde plus d'espace et où elles peuvent réaliser leurs visions.

Dans cette optique, les services extérieurs suédois s'attachent à promouvoir les questions d'égalité des genres et les acteurs de changement en matière d'égalité des genres et de droits humains dans les **réunions, conférences ou événements en parallèle**. Les services extérieurs suédois examinent en permanence les événements, programmes de visites, délégations, panels et équipes de négociation auxquels ils participent afin de garantir que ceux-ci contribuent, autant que possible, à renforcer la visibilité des femmes, des filles, des personnes LGBTQ en tant qu'acteurs, en tirant profit de toutes les compétences disponibles.

La **communication** est essentielle pour un impact normatif. La direction de communication du ministère suédois des Affaires étrangères et les autres directions concernées, élaborent régulièrement du matériel d'information pour appuyer le travail relatif à la politique étrangère féministe. Des hashtags et messages dans les autres réseaux sociaux se sont avérés être une manière efficace de communiquer, même dans des pays avec un accès relativement limité à Internet. Les ambassades organisent des événements avec des sessions sur Twitter sur le thème de l'égalité des genres pour communiquer avec divers groupes cibles sur l'égalité des genres et les droits des femmes. Une autre plateforme importante est le site www.swemfa.se, où les articles et blogs sur la politique étrangère féministe font partie des informations les plus partagées.

Sous le hashtag

#EqualityMakesSense les services extérieurs suédois publient des exemples d'activités relatives à l'égalité des genres, diffusent des messages sur la politique étrangère féministe et recommandent des articles et événements. Voici quelques exemples de la campagne :

- « Les femmes constituent un élément essentiel pour une paix durable. »
- « Lorsque les femmes exercent une activité professionnelle, l'économie prospère. C'est aussi simple que cela. Il est important d'inclure les ressources de main-d'œuvre sous-utilisées. »
- « Lutter contre la subordination systématique et mondiale des femmes est non seulement une bonne chose en soi, mais c'est également une realpolitik judicieuse. »
- « Investir dans le développement des femmes réduit la pauvreté. Ceci aide à la construction des sociétés, des démocraties et des économies. »

Le hashtag **#Morewomenmorepeace** visant à renforcer le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et les négociations de paix, a été lancé lors du 15^{ème} anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et a depuis été utilisé dans plusieurs contextes. Il s'agit, notamment, de l'organisation d'événements de sensibilisation sur la résolution, par des missions suédoises à l'étranger. Ce peut être aussi des initiatives ciblées pour renforcer la participation des femmes dans les efforts de paix : par exemple l'Académie Folke Bernadotte (FBA) a travaillé en étroite collaboration avec l'ambassade à Kabul pour former une trentaine de femmes de différentes provinces d'Afghanistan au dialogue et à la médiation. Le hashtag a également été utilisé dans une série d'articles sur les femmes comme acteurs de paix, écrits et diffusés par le ministère suédois des Affaires étrangères.

#WikiGap est une des initiatives ciblées et un des hashtags ayant eu le plus d'impact. Wikipedia est l'encyclopédie en ligne, créée par les utilisateurs, la plus répandue dans le monde. Le contenu véhiculé influence et conditionne la connaissance que les utilisateurs ont du monde. Cependant, on constate un profond déséquilibre. Quarante-vingt pour cent du contenu a

été créé par les hommes et il y a quatre fois plus d'articles sur les hommes que sur les femmes. Pour contribuer à apporter un changement, le ministère suédois des Affaires étrangères – en collaboration avec Wikimedia et certains partenaires locaux – ont lancé une initiative appelée **#WikiGap** pour compléter Wikipedia avec des informations sur les femmes. L'initiative a débuté lors de la journée internationale des femmes, le 8 mars 2018, et s'est poursuivie sous forme d'ateliers d'écriture parallèles dans près de 50 pays allant de la Suède à l'Indonésie, l'Égypte et la Colombie. Plus de 1 600 personnes y ont participé, rédigeant des articles dans plus de 30 langues. Au cours des seuls trois premiers mois de la campagne, les participants ont rédigé près de 4 000 nouveaux articles consultés plus de cinq millions de fois, et d'autres articles continuent d'être ajoutés. Pour appuyer cette initiative, le ministère suédois des Affaires étrangères et Wikimedia ont conçu une boîte à outils contenant un guide pour l'organisation d'événements #WikiGap incluant, notamment, des logos, du matériel de communication et des suggestions aux acteurs souhaitant faire progresser le projet. Un film spécifique WikiGap a également été produit.

Instruments pour le travail de Wikigap

- La boîte à outils Wikigap est disponible sur : [http:// www.swemfa.se/wikigap/](http://www.swemfa.se/wikigap/)
- Le film Wikigap sur You Tube: [https:// www.youtube.com/watch?v=NdPb4Bap3hk](https://www.youtube.com/watch?v=NdPb4Bap3hk)
- Les articles sur WikiGap dans The Economist: <https://www.economist.com/business/2018/03/08/sweden-tries-to-increase-gender-equality-on-the-web>



L'ancienne ministre suédoise des Affaires étrangères [2014-2019] Margot Wallström s'exprime à Wikigap à Stockholm.

D'autres mesures pour le changement de normes et la mobilisation en faveur des valeurs d'égalité des genres passent par des actions de **coopération culturelle**. La pièce **Seven** en est un bon exemple. La pièce est constituée de sept récits de militantes pour les droits des femmes venant d'Afghanistan, du Guatemala, du Cambodge, du Nigéria, d'Irlande du nord, du Pakistan et de Russie. La pièce a été jouée dans environ 30 pays et dans presque autant de langues et continue de l'être en collaboration avec des partenaires locaux et l'ambassade suédoise sur place. Dans chaque pays, *Seven* est mis en scène sous forme de lectures faites par sept personnalités connues représentant différentes franges de la société ayant une forte intégrité et une grande influence. Les récits sont généralement lus par des politiciens, des artistes, des sportifs, des journalistes des musiciens ou encore des personnes ayant leur propre expérience de vulnérabilité. La pièce *Seven* communique avec succès sur des questions relatives aux droits des femmes et aux défis posés aux décideurs, leaders d'opinion et au grand public. L'attention créée par les médias a également contribué à susciter l'intérêt et a permis aux organisations locales de

soutenir les politiciens dans leurs efforts en faveur des droits des femmes. En 2017, *Seven* a été jouée en Azerbaïdjan et Bosnie-Herzégovine. En 2018, en partenariat avec l'ambassade de Suède, ONU Femmes et la représentation permanente de la Suède auprès de l'UE, elle a été jouée dans différentes régions du Pakistan où elle a reçu un accueil phénoménal.

La Suède a également souligné l'importance de **l'encadrement** dans ses efforts de changement de normes. L'initiative internationale **Gender Champions**, lancée en 2015, avec la Suède parmi les fers de lance de la campagne, rassemble les décideurs s'étant engagés à défier les structures et obstacles à l'égalité des genres. Le réseau a été établi à Genève mais s'est depuis élargi à plus de 200 dirigeants de 60 pays et à un large éventail d'institutions incluant les administrations publiques, les Nations Unies, l'UE, les universités et la société civile. Tous les membres ont signé l'engagement IGC de parité dans les panels, s'engageant à ne plus participer à des panels unisexes. Chaque membre définit également deux objectifs propres d'égalité des genres, pouvant couvrir toute question, que ce

33 <https://si.se/evenemang/seven/>

Cinq questions à poser pour atteindre plus d'égalité de genre dans les panels

1. Que faites-vous pour assurer un équilibre entre les genres lors des événements que vous organisez?
2. Quel est l'équilibre entre les genres dans les panels auxquels vous participez ?
3. Y a-t-il des cas où un groupe est surreprésenté ?
4. L'organisateur a-t-il contacté des experts du genre non représenté?
5. Êtes-vous / votre organisation en mesure de partager des listes avec des noms d'experts pour assurer une représentation plus uniforme et plus inclusive ?



La pièce *Seven* jouée au Pakistan.

soit les objectifs opérationnels généraux ou leur propre leadership. Le groupe nordique s'est fixé comme objectif de promouvoir l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale : 1) en envoyant les informations et convocations aux réunions suffisamment à l'avance pour faciliter l'anticipation et la planification et 2) en évitant de planifier des réunions le soir, durant les week-ends et jours fériés. Pour de plus amples informations sur International Gender Champions, consultez : [https:// www.genderchampions.com](https://www.genderchampions.com)

Les Services extérieurs suédois ont également lancé plusieurs initiatives pour mobiliser le soutien en faveur de l'égalité des genres et pour que toutes les femmes et les filles puissent bénéficier des droits fondamentaux. Certaines de ces initiatives ont couvert un large spectre de questions (tels que le Forum de Stockholm sur l'égalité des genres, ci-après) alors que d'autres ont ciblé des questions subsidiaires (tel que #midwives4all et SheDecides, voir ci-après).

En 2015, le ministère des Affaires

étrangères a lancé l'initiative **#midwives4all** visant à souligner le rôle majeur des sages-femmes et à mobiliser le soutien à leur égard par le biais de la diplomatie numérique. La campagne a eu une large portée. En Ouganda seulement, environ 4,5 millions de personnes ont eu accès à cette information via les réseaux sociaux, la radio et les journaux ainsi que des Ougandais célèbres nommés ambassadeurs ou défenseurs de l'initiative. La Suède soutient également la formation des sages-femmes dans le pays et participe à une cérémonie annuelle de remise de prix qui récompense des compétences particulières dans la profession. Cette coopération a renforcé l'accès des femmes et filles ougandaises à des soins maternels sûrs, ce qui, à son tour, a considérablement réduit la mortalité maternelle et les naissances précoces. Outre la sensibilisation sur le rôle majeur des sages-femmes faite par le biais des réseaux sociaux, la campagne **#midwives4all** contribue également à la formation. L'université de Dalécarlie en Suède offre une formation de sage-femme en ligne, et une coopération avec le Somaliland, notamment, a été établie. L'ambition est

Récapitulatif des méthodes utilisées dans le travail relatif au changement de normes et à la mobilisation

- Conférences, réunions et panels respectueux de l'égalité et de l'équilibre des genres
- Travail de communication intégré et ciblé sur le genre, notamment via les réseaux sociaux
- Mobilisation des engagements et des ressources pour l'égalité des genres
- Coopération culturelle pour sensibiliser et relever les défis liés à l'égalité des genres
- Réseaux et plateformes rassemblant les compétences et permettant de créer des visions communes pour un monde respectueux de l'égalité des genres.

que **Midwives4all** devienne autonome et engage, inspire et suscite le débat sur le rôle majeur des sages-femmes dans le renforcement de la santé et des droits des femmes et des filles.

L'initiative **She Decides** a été lancée en février 2017 lors d'une conférence à Bruxelles, organisée par la Belgique, la Suède, le Danemark, le Luxembourg et les Pays-Bas, en réponse aux forces conservatrices et à la diminution du soutien pour les questions relatives à la SDR. L'initiative She Decides a marqué le début d'un nouveau et vaste mouvement qui mobilise depuis un soutien financier et politique des pays, des ONG et des agences des Nations Unies. Il s'agit d'offrir aux femmes et aux filles un accès plus large aux services, à des informations basées sur des données, à une éducation sexuelle complète non discriminatoire, à la planification familiale, à la contraception moderne, à des naissances sûres, aux dépistage VIH et au avortements sûrs. L'initiative She Decides illustre l'importance de créer des alliances et la force de pouvoir rapidement mobiliser du soutien autour d'une question cruciale.

Le forum de Stockholm sur l'égalité des genres, tenu du 15 au 17 avril 2018, a été organisé par le ministère suédois des Affaires étrangères et l'Institut suédois. Le forum a rassemblé plus de 700 participants venus de plus de 100

pays. Parmi les participants figuraient des politiciens, des fonctionnaires, des représentants d'organisations internationales, des militants, des débatteurs, des universitaires, des acteurs économiques et des représentants de la société civile. La conférence avait pour objectif de faciliter et d'encourager l'échange de méthodes, de nouvelles initiatives et davantage de coopération approfondie pour renforcer les efforts internationaux en matière d'égalité des genres. Le programme a accueilli près de 30 séminaires, ateliers, tables rondes et autres événements abordant les défis de l'égalité des genres au niveau mondial et présentant des actions et instruments concrets, pour une meilleure



Le forum de Stockholm sur l'égalité des genres a eu lieu du 15 au 17 avril 2018 et a rassemblé plus de 700 participants venant de plus de 100 pays et représentant une multitude de secteurs et responsabilités.

égalité des genres ainsi que des droits, une représentation et des ressources renforcés pour les femmes et les filles.

Le mot clé de la conférence était la « co-création ». Dans cette optique il a été demandé aux participants de contribuer au contenu et à la structure du programme. Il en a résulté une rencontre dynamique sur des questions et sujets hautement actuels. Un large éventail de thèmes a été couvert, y compris l'autonomisation économique des femmes, la SDSR et le rôle des femmes dans les efforts de paix. Plusieurs nouveaux rapports et initiatives ont été lancés, notamment le rapport de la Banque mondiale « les femmes, l'entreprise et le droit » et un appel à l'action pour les défenseurs des droits des femmes, présenté par la fondation Kvinna till Kvinna conjointement avec plusieurs partenaires.

Pendant la semaine de la conférence, près de 3 millions de personnes à travers le monde ont eu accès à **#GenderEqualWorld**. Les participants ont enregistré des initiatives, des engagements et collaborations qui sont nés lors de la conférence sur le site <http://genderequalworld.com/initiatives/>. Tous les documents en lien avec les

séminaires et tables rondes sont également publiés sur le site. L'Institut suédois élabore une boîte à outils permettant aux ambassades suédoises et autres parties concernées de garantir que la conférence et ses résultats portent leurs fruits dans d'autres contextes. La Suède a présenté également les résultats de la conférence à des partenaires tels que ONU Femmes. Suite au forum, le premier **Think Space féministe** a été organisé en coopération avec ONU Femmes incluant des discussions reprenant et développant les idées soulevées durant le forum. La Suède a engagé un dialogue avec des partenaires souhaitant organiser des événements basés sur la conférence et, en 2019, le **Forum de Tunis sur l'égalité des genres** a été organisé dans le cadre du suivi de la conférence de Stockholm

5. Méthodes de travail dans les différents domaines de la politique étrangère

La politique étrangère suédoise concerne les relations et la politique de la Suède envers les pays et les organisations internationales, et a pour but ultime la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable. La politique étrangère suédoise est divisée en trois domaines principaux : la politique étrangère et de sécurité, la coopération au développement et la politique commerciale et de promotion. Ces trois domaines sont des instruments interconnectés permettant de mener et d'approfondir la politique étrangère féministe de la Suède. La politique est menée par l'ensemble des services extérieurs suédois, à savoir le ministère des Affaires étrangères à Stockholm et une centaine d'agences à l'étranger. Une collaboration étroite est établie avec d'autres ministères au sein des Services du gouvernement et plusieurs agences gouvernementales. La politique est également menée en concertation avec plusieurs acteurs suédois et internationaux, conformément au plan d'action de la politique

étrangère féministe.

Les méthodes de travail des différents domaines de la politique sont partiellement les mêmes que celles pour le travail interne des services extérieurs suédois, l'encadrement, l'appropriation, la gouvernance et le soutien sont au cœur des efforts menés en matière d'égalité des genres au sein des organisations et des pays. Il peut s'agir de faire des propositions et d'appuyer les documents d'orientation, la législation, les politiques, les fonctions et l'assistance opérationnelle qui soutiennent l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles. Il peut s'agir également d'encourager des rapports basés sur des données ventilées par sexe et âge.

Ce chapitre présente de manière plus approfondie la manière dont la politique étrangère féministe a été menée au sein des différents domaines politiques.

Travail de la Suède relatif à la politique étrangère féministe au sein de l'UE

La Suède a été une force motrice dans l'élaboration du plan d'action de l'UE relatif à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les relations extérieures de l'UE 2016-2010. Un domaine majeur du plan d'action est le besoin d'un changement culturel institutionnel avec un accent particulier sur l'encadrement, la responsabilisation et des ressources suffisantes pour les efforts relatifs à l'égalité des genres, ce qui est en totale conformité avec la politique étrangère féministe de la Suède. Le plan d'action est disponible sur le site suivant : https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/150921_final_swd_gap.pdf

La politique étrangère féministe est une question primordiale évidente dans le travail de la Suède au sein de l'UE. En répétant de manière continue et systématique le même message, la Suède a développé une prévisibilité qui, à son tour, a conduit à ce que les personnes chargées d'élaborer les premières versions des textes, anticipent de plus en plus souvent les contributions suédoises en incluant, dès le départ, des références aux femmes et à l'égalité des genres. Il s'agit notamment du traité de libre-échange avec le Chili, dans lequel l'UE a pour la première fois proposé un chapitre entier dédié à l'égalité des genres.

5.1 Politique étrangère et de sécurité

La politique étrangère et de sécurité de la Suède s'effectue par le biais de relations directes avec d'autres pays et des organes comme l'UE et les Nations Unies. Cette coopération se base sur le droit international, qui comprend tous les accords et règlements internationaux régissant la manière dont les États et autres acteurs internationaux coopèrent et comment ils peuvent agir ou non les uns envers les autres. La prévention des risques et des menaces est une part importante de la politique de sécurité de la Suède et fait partie de sa politique étrangère.



Réunion d'information des OSC à la représentation suédoise auprès de l'UE sur des questions liées aux femmes dans les conflits, avec Charlotte Pruth, Kvinna till Kvinna, et Eka Gamakharia, Cultural Humanitarian Fund Sukhumi, Géorgie

5.1.1 Paix et sécurité

« Nous considérons le respect de l'égalité des genres et le respect des droits de humains comme un objectif en soi. Cependant, nous voyons l'égalité des genres également comme un élément essentiel à la réalisation d'autres objectifs, tels une paix durable, la sécurité et le développement. Des solutions qui excluent la moitié des sociétés et populations ne sont pas des solutions durables. »

Ancienne ministre des Affaires étrangères Margot Wallström

Les guerres et les crises ébranlent les sociétés, séparent les familles et stoppent le développement. Les femmes et les filles, les hommes et les garçons sont affectés de manière distincte et ont différents moyens d'influencer les efforts de paix. Des études indiquent que la participation des femmes aux processus de paix augmente les chances d'aboutir à des accords de paix durables.³⁵ Malgré cela, les femmes sont quasiment absentes de la plupart des négociations de paix, avec des conséquences sur la manière dont la paix est établie. 18 pour cent seulement des 1 168 accords de paix signés entre 1990 et 2014 font référence aux femmes ou à l'égalité des genres.³⁶

L'une des pierres angulaires de la politique étrangère féministe de la Suède est que les efforts en faveur d'une paix durable et de la sécurité doivent être représentatifs et inclusifs. Un instrument essentiel pour y parvenir est **la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies** sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée en 2000, et qui – conjointement avec sept résolutions ultérieures – constitue l'agenda international pour les femmes,

35 Voir notamment Paffenholz et al., "Making Women Count: Assessing Women's Inclusion and Influence on the Quality and Sustainability of Peace Negotiations and Implementation."

36 ONU Femmes (2015) "Preventing conflict, transforming justice, securing the peace – A Global Study on the Implementation of United Nations Security Council resolution 1325".

la paix et la sécurité. L'agenda met l'accent sur la participation accrue des femmes, condamne la violence sexuelle liée aux conflits et confirme le rôle majeur de l'égalité des genres dans la construction de sociétés pacifiques. La Suède accorde une haute priorité à l'intégration de cet agenda dans tous les efforts de paix et sécurité. Sa mise en œuvre doit être une partie intégrante naturelle des efforts stratégiques quotidiens et de long terme en matière de paix et sécurité.

La Suède défend cette question au niveau national ainsi qu'au sein des Nations Unies, de l'OTAN, de l'OSCE, de l'UE et du Conseil de l'Europe ainsi qu'en coopération avec les pays nordiques. La participation de la Suède en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2017–2018 a été une plateforme essentielle qui a permis de donner plus de visibilité à ces questions et d'établir une manière plus intégrée de travailler avec l'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité.

La Suède a également révisé le large spectre de son travail relatif aux femmes, à la paix et la sécurité qui

inclut le financement, le détachement d'experts suédois et la formation d'acteurs suédois et internationaux. Un autre aspect de ce travail concerne les initiatives du réseau suédois de femmes médiatrices et le soutien technique et les conseils apportés aux pays/acteurs souhaitant établir des réseaux de médiation similaires. Un nouveau plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, le troisième depuis 2006, a été adopté au printemps 2016. Il s'adresse à trois ministères et onze agences et il a été conçu en large consultation avec des acteurs concernés en Suède et avec cinq pays en conflit et pays post-confliktuels: l'Afghanistan, la Colombie, la RD Congo, le Libéria et la Palestine. Le plan d'action inclut pour la première fois des pays cibles et vise l'influence et la participation des femmes dans les processus de paix, la prévention des conflits, l'amélioration de la protection contre la violence et l'intégration de la perspective d'égalité des genres dans tous les efforts de paix et de sécurité.³⁷

37 Plan d'action de la Suède pour les femmes, la paix et la sécurité : <https://www.regeringen.se/contentassets/ead33c0dd10e47b1b614c413e756fac1/sveriges-nationella-handlingsplan-for-genomforande-av-fns-saker-het-sradsresolutioner-om-kvinnor-fred-och-sakerhet-20162020-.pdf>

Les réseaux de femmes médiatrices comme méthode

Le réseau suédois des femmes médiatrices (photographie ci-dessous) a été créé en 2015 en réponse à la sous-représentation marquante de femmes dans les médiations et processus de paix. L'objectif du réseau est de promouvoir la résolution pacifique des conflits et de soutenir activement la participation efficace des femmes aux opérations de consolidation de la paix - avant, pendant et après les conflits. Le réseau de médiation est constitué de membres experts en divers domaines thématiques et géographiques, issus de la société civile et du ministère suédois des Affaires étrangères. Tous les membres sont des femmes ayant des postes à responsabilité, dotées d'une longue expérience dans la consolidation de la paix, la diplomatie et les processus politiques. Elles se sont jusqu'ici engagées dans des pays tels que l'Afghanistan, le Burundi, la Colombie, la Géorgie, la Somalie, l'Ukraine et le Zimbabwe. Ces efforts ont été menés à différents niveaux incluant le soutien stratégique aux femmes dans différentes sociétés locales ainsi que des contributions aux négociations de paix au plus haut niveau formel. Le réseau suédois de médiation fait partie d'un réseau nordique de médiation et agit en étroite collaboration dans plusieurs initiatives similaires, notamment en Afrique et dans la région méditerranéenne ainsi qu'avec les Nations Unies, l'UE, l'UA et l'OSCE. Le réseau de médiation est une ressource flexible pouvant s'engager dans un délai très court dans différents contextes de conflits et apporter une réponse rapide aux besoins en découlant. La demande est immense et le réseau est passé de 9 à 15 membres.



La Suède œuvre en faveur de l'égalité des genres et de l'intégration de la question du genre dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE, conformément au plan d'action de l'UE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. La Suède a également contribué à ce que le SEAE réalise une étude sur la manière dont les droits de l'homme et l'égalité des genres sont intégrés à la planification et la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité de l'UE. Un des résultats de cette étude préliminaire est la mise à jour du code de conduite pour l'ensemble des missions avec des références au harcèlement sexuel, à l'exploitation sexuelle et à la violence fondée sur le genre.

Dans le contexte onusien, les efforts relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité sont poursuivis en dialogue continu entre Stockholm, la Représentation permanente de la Suède auprès des Nations Unies et d'autres missions diplomatiques. Une expérience récurrente, qui ressort du dialogue avec les organisations internationales, est que l'impact augmente de manière significative avec l'accès à de nouvelles données et arguments étayant le besoin de la perspective d'égalité des genres et les mesures concrètes permettant de renforcer son intégration.



La Vice-Secrétaire générale de l'ONU Amina Mohammed au Conseil de sécurité abordant la question de la prévention de la violence sexuelle dans les conflits, avril 2018.



Cérémonie de clôture de la 63ème Commission sur le statut des femmes, mars 2019.

Sélection d'actions de la Suède dans le cadre de l'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité

- A régulièrement défendu la question au Conseil de sécurité des Nations Unies en tant que membre non permanent de 2017 à 2018. En 2017, des références aux femmes, à la paix et à la sécurité ont été faites, pour la première fois de l'histoire, dans l'intégralité des déclarations du Président du Conseil de sécurité sur des situations de crise.
- A œuvré en faveur de l'inclusion des informations des représentants d'organisation de défense des droits des femmes aux analyses du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- A contribué à ce que la violence sexuelle et la violence basée sur le genre soient un critère distinct d'inscription sur la liste d'un régime de sanctions des Nations Unies.
- A coopéré et apporté son soutien au représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies chargé de la question de la violence sexuelle liée aux conflits. A œuvré pour garantir la prise en compte de l'égalité des genres dans la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et du plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent, et a défendu les questions d'égalité des genres auprès du nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme (UNOCT) et garanti l'inclusion de textes appropriés portant sur les femmes et les filles dans la révision de la stratégie antiterroriste des Nations Unies.
- A créé et soutenu des réseaux suédois, nordiques et régionaux de femmes médiatrices pour soutenir les négociations de paix.
- A contribué à la participation des femmes dans les efforts de paix dans plusieurs pays tels que l'Afghanistan, la Colombie, le Mali et la Syrie.
- A été une force motrice dans la création d'un poste de conseiller principal du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur les questions relatives à l'égalité des genres, les femmes, la paix et la sécurité.
- A encouragé l'inscription des questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité, à l'agenda des organisations régionales et multilatérales.
- A contribué à renforcer l'intégration de la perspective d'égalité des genres dans les efforts de gestion des crises civiles et militaires de l'UE en renforçant, notamment, l'expertise en matière d'égalité des genres au sein des institutions et initiatives de l'UE.
- A mené, par le biais d'agences suédoises, des formations pour le personnel suédois et international engagé dans les initiatives de paix.

5.1.2 Droits humains, démocratie et État de droit

La politique étrangère féministe utilise plusieurs méthodes et instruments également appliqués dans les actions de la Suède en matière de droits humains, démocratie et État de droit.

La question de l'égalité des genres et du respect des droits fondamentaux de toutes les femmes et filles est constamment abordée dans le **dialogue avec les représentants officiels** des États, de l'UE, d'organisations multilatérales et régionales et autres acteurs concernés. L'intensification de ce dialogue s'est faite grâce à la nomination d'un ambassadeur pour les droits de humains, la démocratie et l'État de droit, un ambassadeur pour l'égalité des genres et un ambassadeur pour la lutte contre la traite des êtres humains.

La Suède participe activement aux négociations sur les droits humains dans des forums tels que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes. La Suède a contribué à mettre davantage l'accent sur les droits des femmes et des filles et sur l'importance de données ventilées par âge et par sexe dans les résolutions thématiques et spécifiques à un pays. La Suède défend

l'individu comme titulaire des droits et l'universalité des droits humains et rejette l'argument selon lequel l'accent mis sur les questions familiales implique des tentatives de restreindre les droits fondamentaux des femmes et des filles ou renforce des rôles stéréotypés liés au genre. La Suède rejette également l'utilisation des références à la religion, à la culture, aux coutumes ou traditions dans les accords internationaux pour légitimer les restrictions faites aux droits fondamentaux des femmes et des filles. La Suède encourage les pays ayant émis des réserves sur la Convention relative aux droits de la femme et autres conventions à les retirer, celles-ci étant contraires à la convention.

En 2016, la Suède a organisé une **rencontre internationale**, présidée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, pour lutter contre la législation discriminatoire. Suite à cette rencontre, la Suède a également apporté son soutien à la coopération entre la Banque mondiale, ONU Femmes, l'OCDE et le comité CEDEF (la Convention sur les femmes), pour développer des indicateurs permettant de mesurer la conformité d'un pays avec l'ODD 5.1: « Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ». La rencontre a notamment mis l'accent sur l'importance du soutien pour les

représentants de la société civile.

En apportant son soutien aux défenseurs des droits fondamentaux des femmes, la Suède a intensifié ses efforts démocratiques et la lutte contre la réduction de l'espace démocratique. La violence basée sur le genre constitue un obstacle important au respect des droits fondamentaux des femmes et des filles. Selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, la violence sexuelle peut s'inscrire dans un génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. La Suède coopère directement avec les pays, les institutions juridiques nationales et autres acteurs bilatéraux, ainsi que la CPI et ses procureurs, pour lutter contre l'occurrence de cas de violence basée sur le genre et de violence sexuelle dans les conflits et leur impunité. Ces efforts ont souvent pour objectif **d'augmenter la capacité nationale** de mener des enquêtes et engager des poursuites en cas de violence, de souligner le besoin de contrecarrer la stigmatisation, de renforcer la protection des victimes et témoins de crimes et de reconnaître l'importance du rôle des organisations de la société civile dans ce travail. La Suède a également apporté son soutien à GQUAL, campagne internationale qui prône l'établissement de lignes directrices internationales et nationales permettant d'accroître et promouvoir la proportion de femmes à des postes de direction dans les tribunaux et organes juridiques

internationaux.

La Suède a également soutenu les questions d'égalité des genres et partagé les expériences suédoises à la commission pour l'égalité des genres du Conseil de l'Europe. La Suède a **contribué économiquement** à la mise en œuvre des plans d'action du Conseil de l'Europe pour différents États membres. Un expert suédois a également formé le secrétariat concernant l'intégration de la question de genre. La Suède a mené avec succès une campagne pour nommer un expert suédois au groupe d'expert GRETA du Conseil de l'Europe, qui veille au respect de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.

Le 250^{ème} anniversaire de la loi sur la liberté de la presse a été célébré par un séminaire international avec et pour les femmes journalistes et les secteurs associés, un accent particulier ayant été mis sur le harcèlement dont elles font l'objet. La Suède continue de soutenir la sécurité des femmes journalistes par le biais de l'Institut Fojo Media, et subventionne une étude pilote visant à établir un centre de soutien aux journalistes victimes de propos haineux sur Internet, avec une attention particulière accordée aux femmes journalistes.

Trois questions à Annika Ben David

Ambassadrice de Suède pour les droits humains et l'État de droit



1. De quelle manière la politique étrangère féministe est-elle un instrument utile dans votre rôle d'ambassadrice de Suède pour les droits humains?

La politique étrangère féministe est une des bases de mon travail – un point de départ, une analyse, une méthode et une perspective qui me permettent de travailler avec les questions de démocratie, de droits humains et d'État de droit. La politique étrangère féministe se fonde sur le principe d'égalité de valeur et de droit pour chacun, partout et toujours. Il s'agit avant tout de non-discrimination, ce qui est l'essence même des droits humains. C'est un bon moyen de communiquer nos efforts de protection et promotion des droits humains.

2. Quelles réactions rencontrez-vous lorsque la politique étrangère féministe est évoquée dans la discussion ?

Il est clair que la politique est connue et que l'on comprend de quoi il s'agit. D'après ce que je peux constater, la Suède est associée à une politique ferme en matière de droits humains, à la fois par ceux qui sont en accord avec nous et ceux qui ne le sont pas, la politique étrangère féministe étant considérée comme faisant naturellement partie de cette politique. Nous défendons depuis longtemps le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles et sommes considérés comme pionniers dans ce domaine. Dans ce contexte, je crois que la politique étrangère féministe est considérée comme une étape supplémentaire montrant que l'ensemble de la société, la paix et la sécurité bénéficient de ce que les droits fondamentaux des femmes et des filles soient respectés.

3. Quels sont, selon vous, les trois domaines majeurs des droits humains pour lesquels la politique étrangère féministe de la Suède a un rôle manifeste à jouer à l'avenir ?

- L'agenda pour la paix et la sécurité, pour lequel nous avons maintenant des données empiriques qui montrent l'importance d'inclure les femmes et leur perspective.
- L'agenda mondial SDSR, où nous observons un net recul – même dans les démocraties occidentales stables – dans des domaines tels que l'avortement, l'accès aux contraceptifs et l'éducation sexuelle complète.
- Compte tenu du rétrécissement de l'espace démocratique dans le monde, il est crucial de soutenir et protéger les défenseurs des droits humains, les journalistes, les blogueurs, les universitaires et les artistes, qui sont souvent doublement exposés si ce sont des femmes, tant en ligne que hors ligne.

La loi suédoise sur l'achat de services sexuels

L'interdiction de l'achat de services sexuels est entrée en vigueur le 1er janvier 1999 en Suède. La Suède est ainsi devenue le premier pays du monde à criminaliser l'achat – et non la vente – de services sexuels. L'intérêt international envers le modèle suédois qui interdit l'achat de services sexuels a été, et reste, fort. Plusieurs autres pays ont également adopté le modèle suédois, tels que le Canada, la Norvège, l'Islande, l'Irlande du nord, la France et Israël.³⁸

La Suède souligne l'importance de ne pas créer de marchés légaux pour la traite des êtres humains. Des discussions ont lieu, notamment au sein des Nations Unies, sur le fait de considérer, ou non, la prostitution comme profession. Le terme « travailleurs du sexe » est souvent utilisé dans ces discussions. La politique de la Suède à cet égard est claire. La prostitution ne peut jamais être considérée comme une profession ; la prostitution est toujours une exploitation. La Suède encourage davantage de pays à considérer une législation ciblant les personnes qui achètent des services sexuels et soutenant les personnes qui sont exploitées. La pénalisation et la culpabilité sont déplacées de la personne exploitée à l'exploiteur. La connaissance des droits des individus, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, est essentielle.³⁹

38 <https://www.regeringen.se/artiklar/2016/10/den-svenska-sexkopslagen-har-varit-framgangsrik/>

39 La position de la Suède présentée par la ministre suédoise de l'Enfance, des personnes âgées et de l'égalité, Åsa Regnér, dans un discours sur la traite des êtres humains lors d'un débat ouvert au Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, le 15 mars 2017.

5.1.3 Désarmement et non-prolifération

Dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, les efforts se sont concentrés sur l'intégration de la question du genre et sur des initiatives spécifiques ciblant les femmes et les filles.

Les femmes sont sous-représentées dans les contextes où le désarmement et la non-prolifération sont discutés – aux niveaux diplomatiques et techniques ainsi que dans les universités et les organisations de la société civile. La Suède s'est attachée à accroître la représentation et la participation des femmes dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération. La Suède a également œuvré à développer et diffuser les informations sur la manière dont l'accès aux armes et leur prolifération affectent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Cela implique de mettre en évidence les différents effets de l'utilisation et des tests d'armes nucléaires. La Suède encourage une perspective d'égalité des genres dans les processus relatifs aux inspections internationales en désarmement, et au désarmement et à la non-prolifération d'armes nucléaires, notamment, le programme d'action des Nations Unies sur le

commerce illicite d'armes légères et de petit calibre et le traité de non-prolifération (TNP).

Il y a souvent un lien entre la concentration d'armes légères et de petit calibre et les cas de violence pouvant conduire à des conflits dans la société. La Suède a contribué au développement de données ventilées par sexe liées aux conséquences de violence armée. Le soutien de la Suède a permis de faire de la recherche et d'élaborer des documents d'orientation dans ce domaine, notamment par le biais d'études menées par Small Arms Survey. Des initiatives ciblées ont ainsi pu être prises lors de négociations et processus internationaux sur les armes légères et de petit calibre et d'inspections internationales de désarmement.

La Suède a également encouragé une perspective d'égalité des genres dans les processus relatifs aux inspections internationales de contrôle et désarmement tels que le traité des Nations Unies sur le commerce des armes (TCA). Le TCA est un instrument majeur dans les efforts visant à combattre le commerce illicite et irresponsable d'armes conventionnelles. La Suède œuvre à l'application du traité sur le commerce des armes (article 7.4) et à ce que les États parties prennent en compte le risque que le matériel exporté soit utilisé pour

– ou facilite – la violence basée sur le genre ou la violence envers les femmes ou les enfants. Dans le cadre des révisions en cours du TNP, la Suède a contribué à un débat sur un rapport soulignant l'impact biologique et social disproportionné sur les filles et les femmes causé par les détonations et les essais d'armes nucléaires. L'étude a également problématisé la représentation inégale dans les contextes de désarmement.

La création d'alliance et le dialogue ont été significatifs pour l'impact de la perspective de l'égalité des genres dans ces questions, à la fois sur le plan multilatéral et bilatéral. Les pays et organisations qui n'étaient pas auparavant actifs se sont engagés et des plans concrets de suivi ont été intégrés au travail du comité de l'Assemblée générale des Nations Unies. Un autre exemple est le travail de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), au sein de laquelle la Suède a initié le groupe « Group of Friends of Women in Nuclear » dans le but de contribuer à l'égalité de la représentation des genres et une politique plus respectueuse de l'égalité des genres au sein de l'AIEA.

En apportant un soutien politique et financier aux acteurs, la Suède a contribué à sensibiliser sur le lien entre

L'exportation d'équipement militaire

En menant une politique étrangère féministe, le gouvernement suédois agit de manière systématique pour obtenir des résultats renforçant les droits, la représentation et les ressources des femmes et des filles. La Suède accorde une grande importance à la prévention et à la lutte contre la violence basée sur le genre et la violence sexuelle dans les conflits et dans la société en général. Un aspect important de ce travail est le contrôle strict exercé sur l'exportation de matériel militaire de Suède. Cela se fait, par exemple, par l'intermédiaire de la Suède qui applique l'article 7.4 du TCA. L'article a été inclus au traité avec le soutien ferme de pays tels que la Suède et stipule que les États parties prennent en compte le risque que les équipements exportés puissent servir à commettre des actes graves de violence fondée sur le sexe ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission.

La Suède a également agi pour que l'inspection des produits stratégiques ait les compétences appropriées pour pouvoir inclure les aspects d'égalité des genres et les risques de violence basée sur le genre dans les évaluations liées

aux droits humains et au droit humanitaire.

En outre, le gouvernement a présenté un projet de loi au parlement en octobre 2017, incluant des propositions sur le renforcement du contrôle de l'exportation d'équipement militaire (Loi 2017/17:23). La loi modifiée est entrée en vigueur le 15 avril 2018. La nouvelle législation implique que le statut démocratique du pays receveur doit être une condition essentielle au processus d'autorisation. Ce processus doit également prendre en considération le risque que l'exportation puisse compromettre un développement équitable et durable dans le pays bénéficiaire. Une évaluation globale sera également effectuée.

la prolifération des armes et la violence basée sur le genre en assurant l'intégration de la question du genre dans les opérations. Les organes, onusiens et les organisations de la société civile font partie des acteurs ayant reçu un soutien suédois.

En 2018, la Suède a notamment apporté son soutien à l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) en œuvrant à l'intégration de la perspective d'égalité des genres dans les plateformes multilatérales pour le

désarmement. La coopération entre les nations nordiques et au sein de l'UE a également été essentielle à cet égard.

5.2 Coopération internationale au développement

« Le soutien aux droits et à l'autonomisation des femmes et des filles renforce les communautés et contribue à un développement durable et à la réduction de la pauvreté. »

Ministre de la Coopération internationale au développement Peter Eriksson

La coopération au développement de la Suède a pour objectif de créer les conditions préalables à de meilleures conditions de vie pour les personnes vivant dans la pauvreté et l'oppression. L'aide suédoise au développement est souvent acheminée par le biais d'organisations multilatérales et de l'UE. L'aide humanitaire implique également les efforts de la Suède visant à sauver des vies, alléger la souffrance et protéger la dignité des personnes touchées par les catastrophes naturelles, les conflits armés ou autres contextes de catastrophe.

L'accent mis sur l'égalité des genres dans la coopération au développement repose sur l'idée que le renforcement de l'égalité des genres contribue à la réduction de la

pauvreté et à un développement plus durable. Il repose également sur l'idée que la pauvreté est différente pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Une question importante pour la Suède est d'inclure les garçons et les hommes dans les efforts pour promouvoir des sociétés paritaires. Il peut s'agir d'initiatives promouvant des formes positives de masculinité.

La coopération suédoise au développement est le domaine de la politique étrangère qui, inclut de manière claire et depuis longue date la perspective d'égalité des genres. La politique étrangère féministe a signifié une accentuation des ambitions. L'égalité des genres est un thème phare du cadre stratégique de la coopération au développement et de l'aide humanitaire de la Suède fixé par le gouvernement en 2016.⁴⁰ Le cadre stipule que la question du genre doit être intégrée à l'ensemble de la coopération suédoise au développement. La ligne directrice a également été renforcée par l'ajout de la nouvelle formulation dans la réglementation de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi). L'Asdi fait également partie

du programme du gouvernement suédois pour l'intégration de la question du genre dans les agences gouvernementales (JiM). L'Académie Folke Bernadotte (FBA), qui travaille avec les efforts de paix internationaux et la coopération au développement, fait également partie du programme JiM. La FBA adopte une perspective d'égalité des genres dans l'ensemble de ses activités et met un accent particulier sur les femmes, la paix et la sécurité dans divers conflits et pays en situation de post-conflit comme partie intégrante de la coopération internationale au développement de la Suède.

Les efforts en matière d'aide au développement sont menés au sein de chaque objectif de la politique étrangère féministe. Il s'agit notamment du soutien visant à renforcer la législation des pays pour garantir les droits des femmes et des filles, promouvoir l'autonomisation économique des femmes, lutter contre la violence des hommes envers les femmes, renforcer le rôle des femmes dans les processus de paix et accroître la participation politique des femmes et l'accès à la SDRS.

Discussions à l'Asdi avec des OSC internationales et suédoises sur la SDRS et la religion.



Instruments concrets du travail de l'Asdi en faveur de l'égalité des genres :

- L'agence suédoise de coopération internationale au développement. (Asdi) dispose d'un **plan d'intégration de la question du genre**. Durant la période 2016–2018, l'un des objectifs de ce plan était d'accroître le nombre d'opérations axées sur l'égalité des genres. Des efforts particuliers ont été menés dans le domaine des secteurs productifs, tels que le développement des marchés, l'agriculture, l'énergie, l'environnement et le climat. Le plan a également établi la révision continue des routines et méthodes de travail, axée notamment sur le suivi et les résultats, permettant de renforcer l'intégration de la question du genre.
- L'Asdi a également élaboré une boîte à outils axée sur l'égalité des genres dans l'aide au développement, **la boîte à outils de l'Asdi**. Elle fournit des connaissances, des instruments et est une source d'inspiration sur la manière de renforcer l'égalité des genres dans la coopération suédoise au développement. La boîte à outils contient des instruments répondant à la question « comment ? » (p. ex. des analyses d'égalité des genres et l'intégration de l'égalité des genres) ainsi que des études thématiques (la question « quoi ? »), et est disponible en anglais sur <https://www.asdi.se/>

site : <https://www.sida.se/English/partners/resources-for-all-partners/methodological-materials/gender-tool-box/>

- L'expérience montre que, pour obtenir les meilleurs résultats, l'intégration de la question du genre doit être accompagnée d'initiatives ciblées relatives à l'égalité des genres. Dans cette optique, le gouvernement suédois a adopté, en avril 2018, une **stratégie globale pour l'égalité des genres et pour les droits des femmes et des filles** pour la période 2018–2022. Les domaines cibles de la stratégie comprennent le renforcement des actions normatives internationales et régionales et la lutte contre la discrimination et les normes stéréotypées liées au genre ainsi que toutes les formes de violence basée sur le genre et coutumes préjudiciables. La stratégie met également un accent particulier sur le renforcement des conditions de travail des organisations de défense des droits des femmes, des mouvements féministes et des défenseurs des droits des femmes. Un autre enjeu de la stratégie est d'encourager l'accès et l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge ainsi que la recherche sur l'égalité des genres. La stratégie sera financée à hauteur de 1 milliard de SEK sur une période de cinq ans.

Trois questions à l'Asdi sur la nouvelle stratégie d'égalité de genre ⁴¹

Lisa Mossberg et Eva Johansson, Asdi

1. Pouvez-vous décrire le processus d'élaboration de la documentation destinée au gouvernement?

Pour élaborer la documentation relative à la stratégie, l'Asdi a nommé, à l'automne 2017, un groupe de travail interne pour soutenir et ancrer le travail dans l'agence et identifier des synergies avec les autres opérations. Un vaste processus de consultation a été mené en plusieurs étapes, ainsi qu'avec différentes missions diplomatiques, d'autres agences suédoises, des organisations de la société civile, des chercheurs et consultants actifs dans le domaine de l'égalité des genres. Des contributions écrites à l'analyse et à l'orientation du travail ont été faites par une trentaine de partenaires internationaux au sein des institutions onusiennes, de la société civile et d'instituts de recherche.

2. Quels sont les changements apportés par la nouvelle stratégie comparé au travail préalable de l'Asdi ?

La stratégie mondiale doit être considérée comme une ambition accrue pour l'égalité des genres et pour les droits des femmes et filles dans la coopération au développe-

ment. Cela complète et renforce le travail actuel, et offre des opportunités pour le travail innovateur et catalytique dans ce domaine. La stratégie mondiale pour l'égalité des genres englobant l'ensemble de l'agenda d'égalité des genres, facilite l'appui aux nouveaux types d'acteurs qui œuvrent pour l'égalité des genres et pour les droits des femmes et des filles.

3. Quels sont les défis majeurs, internes à l'Asdi ou externes, pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie ?

C'est une stratégie ambitieuse qui est dépendante des synergies avec d'autres domaines thématiques globaux. Les défis incluent notamment une priorité accordée à l'égalité des genres dans la conception et la mise en œuvre d'autres stratégies, thématiques et géographiques. Le soutien à la coordination et au développement d'un programme mondial normatif demande également une étroite coopération et coordination avec des compétences politiques thématiques et des points focaux au sein de l'Asdi. Davantage d'initiatives innovatrices et catalytiques, notamment le soutien aux organisations de défense des droits des femmes et à la sécurité des défenseurs des droits des femmes, nécessitent également plus de ressources sur le plan du personnel et de l'administration des projets.

41 Entretien avec Lisa Mossberg et Eva Johansson, Asdi, avril 2018

La coopération suédoise au développement est déployée par le biais de différents acteurs. Le Ministère des Affaires étrangères fournit un soutien majeur à diverses organisations multilatérales et accorde des subventions à plusieurs organisations, et prépare des projets. Les agences, telles que l'Asdi, l'Académie Folke Bernadotte et l'Agence suédoise de protection civile (MSB), attribuent l'aide à divers acteurs au niveau des projets et des programmes. Un important soutien est également accordé aux organisations suédoises de la société civile pour poursuivre un agenda axé sur la pauvreté et l'égalité des genres.

Grâce à la politique étrangère féministe, la budgétisation sensible (tel que mentionné dans le chapitre 3) a été renforcée dans la gestion des subventions du ministère des Affaires étrangères. Il est exigé que la perspective d'égalité des genres soit respectée dans la gestion des subventions pour chaque décision d'octroi. Ceci implique, notamment, que les analyses sur l'égalité des genres et le pouvoir doivent être intégrés dans la préparation et le suivi de la décision d'attribution de subvention. De nouveaux formulaires ont été élaborés pour la préparation du soutien de base pour

les organisations multilatérales, incluant la perspective d'égalité des genres.

Afin de pouvoir répondre aux divers besoins, les analyses identifient les différences entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons concernant l'accès de ces groupes aux ressources, aux opportunités et au pouvoir ainsi qu'aux obstacles rencontrés en chemin. Cela ne signifie pas nécessairement qu'un groupe soit plus ou moins en mauvaise situation ou soit plus affecté, mais que les groupes de femmes et d'hommes ou de garçons et filles peuvent être affectés différemment. Pour que ceci soit mis en lumière, il est nécessaire de mener une analyse d'égalité des genres.

La Suède soutient les efforts en matière d'égalité des genres dans les organisations multilatérales en étant un donateur actif et un membre de conseil d'administration. La Suède est notamment le plus grand donateur de ONU Femmes ainsi qu'un des principaux donateurs du FNUAP. La Suède a également joué un rôle majeur en élaborant des stratégies relatives à l'égalité des genres pour les banques de développement, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de

Analyses de l'égalité des genres dans la coopération au développement

- Garantir que les femmes, les hommes, les filles et les garçons soient consultés lors de la phase de planification afin d'identifier les besoins et les obstacles.
- Mener des consultations dans des lieux accessibles aux femmes et aux hommes et à des moments de la journée où ils sont disponibles. Procéder à des consultations séparées pour les hommes et les femmes si nécessaire.
- Être clair. Éviter les formules telles que « l'égalité des genres doit caractériser toutes les phases du projet ». Expliquer plutôt, « quoi, comment et quand ».
- Analyser l'accès des femmes et des hommes aux ressources : économiques, productives, politiques et aux ressources en temps.
- Utiliser des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour le suivi de l'initiative.
- Garantir des données ventilées par sexe et âge.

développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement.

La politique étrangère féministe a également impliqué un renforcement de la perspective d'égalité des genres dans le travail de la Suède relatif à **l'aide humanitaire**. Le cadre stratégique de la Suède pour la coopération au développement et l'aide humanitaire stipule que l'aide humanitaire de la Suède contribuera à renforcer le droit à la protection des femmes et des filles dans les crises humanitaires ainsi que leur possibilité de jouer un rôle actif en réponse aux crises humanitaires. Les analyses sur l'égalité des genres peuvent être décisives quand il s'agit de sauver des vies et d'alléger les souffrances, car les défis et les besoins peuvent être différents pour les femmes et les hommes.



Consultations suédoises sur la question du genre avec la Banque mondiale, septembre 2019.

Responsabilisation et impact

La Suède œuvrera pour obtenir des résultats concrets en matière d'égalité des genres et de plein respect des droits des femmes et des filles en coopérant avec des acteurs multilatéraux et en utilisant ses mandats d'administrateur, ses participations, ses adhésions, ses partenariats et autres instruments afin d'agir de manière normative et opérationnelle. À cette fin, la Suède coopèrera activement avec les mécanismes de responsabilisation au sein des organes multilatéraux et œuvrera pour que ceux-ci :

- Aient des documents d'orientation basés sur le droit international et les accords internationaux, suivent systématiquement cette réglementation et appliquent une perspective intersectionnelle dans les analyses sur l'égalité des genres et autres travaux.
- Élaborent des données ventilées par sexe et âge.
- Renforcent leur expertise sur l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles.
- Augmentent leur expertise et renforcent leurs efforts de prévention contre la législation, les normes et les stéréotypes discriminatoires vis-à-vis du genre, de l'identité de genre, de l'expression de genre et de l'orientation sexuelle.
- Aient une politique organisationnelle et politique du personnel active visant à créer des structures organisationnelles non discriminatoires pour promouvoir l'égalité des genres, incluant plus de femmes aux postes de direction.
- Allouent des ressources aux efforts relatifs à l'égalité des genres et aux droits des femmes, des filles et des personnes LGBTQ, notamment les ressources humaines et l'expertise pour le travail en matière d'égalité des genres.

Engagement de la Suède dans la lutte contre l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement dans le secteur de l'aide

La Suède a adopté une approche tolérance zéro envers le harcèlement sexuel et les agressions. À cet effet, la Suède a inclus des dispositions sur l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement dans les conditions générales pour le soutien de base. Cette décision implique que les organisations multilatérales souhaitant recevoir des subventions de la Suède doivent suivre des règles éthiques et appliquer la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuel. Un dialogue est mené en permanence avec les organisations partenaires et les Fonds sur la manière de respecter les exigences de la Suède pour une approche tolérance zéro concernant son soutien sur le long terme. En outre, les modèles d'accord de l'Asdi pour les organisations de la société civile sont en cours de révision et la Suède poursuit ses efforts sur ces questions dans le cadre de différents forums internationaux. La Suède a notamment œuvré à :

- Promouvoir une approche de tolérance zéro envers toutes formes d'exploitation sexuelle, d'abus et de

harcèlement dans le secteur de l'aide.

- Réduire les effets négatifs sur les populations dans le besoin, notamment dans les contextes humanitaires lorsque l'exploitation sexuelle, des abus et des harcèlement sont révélés et le retrait du soutien est appliqué.
- Garantir que l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement soient inscrits à l'agenda à un haut niveau. La Suède a soulevé la question lors de réunions des ministres de l'aide au développement de l'UE ainsi qu'avec le commissaire européen à l'aide humanitaire, a écrit aux directeurs des principaux organes onusiens, a engagé un dialogue avec le Secrétaire général des Nations Unies et a soulevé la question avec les banques multilatérales de développement.
- Veiller à que les questions relatives au harcèlement sexuel et aux agressions soient prises en compte lors de l'élaboration des instruments de l'aide de l'UE.
- Mener un dialogue actif avec le cercle des donateurs dans le cadre du mécanisme de sauvegarde.

Par exemple, dans plusieurs situations de catastrophe, il a été possible de démontrer une forte augmentation des grossesses d'adolescentes, des mariages d'enfants et de la violence basée sur le genre. La Suède a pris des dispositions concrètes pour intégrer la perspective d'égalité des genres et des mesures contre la violence sexuelle et la violence basée sur le genre dans ses efforts humanitaires et le processus de réforme humanitaire. La Suède s'est notamment engagée à œuvrer pour que les personnes touchées par les crises aient une plus grande influence dans le travail humanitaire et n'entend apporter son soutien qu'aux acteurs humanitaires basant leur travail sur une analyse d'égalité des genres et sur des données ventilées par sexe et âge. La Suède a également constamment souligné l'importance d'une perspective d'égalité des genres dans le droit international humanitaire (DIH), notamment lors du sommet mondial sur l'action humanitaire à Istanbul en 2016 et en publiant le rapport « DIH et genre – expériences suédoises » en collaboration avec la Croix rouge suédoise.

La violence basée sur le genre dans les catastrophes et les crises humanitaires a été mise en évidence par le biais de l'initiative mondiale « Appel à l'action

pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence », lancée par le Royaume Uni et la Suède en 2013. L'objectif est de donner une impulsion à la question et de persuader les acteurs humanitaires (acteurs étatiques, donateurs bilatéraux, organisations et société civile) de prendre plus de responsabilités et d'inclure systématiquement la question de la violence basée sur le genre dans leur travail. La Suède a présidé l'initiative de 2016 à 2017 et a contribué à augmenter le nombre de membres et à ce que plus de 360 engagements soient pris par rapport au plan d'action de l'initiative. Le réseau compte aujourd'hui plus de 70 acteurs du monde entier. Les instruments ont été répartis de manière à faciliter le travail impliqué, notamment un site internet (<https://www.calltoactiongbv.com>) sur lequel le plan d'action pour la période 2016–2020 est disponible.

Migration et égalité des genres dans la politique étrangère :

La Suède œuvre pour garantir que les femmes et filles réfugiées et migrantes bénéficient de leurs droits fondamentaux, notamment par son engagement dans le processus d'élaboration de deux cadres internationaux : l'un pour les réfugiés, l'autre sur la migration.

Dans le cadre des négociations sur le pacte mondial sur les migrations, la Suède a œuvré pour accroître le nombre de bureaux d'appui le long des principales routes migratoires et dans les principaux pays de transit. Ces bureaux peuvent apporter un soutien humanitaire et des conseils et mener des initiatives spécifiques pour les femmes et les filles. La Suède a également accordé la priorité à la question d'une migration de main-d'œuvre sûre et dans des conditions décentes, particulièrement pour les femmes. Dans le processus d'élaboration d'un cadre mondial pour les réfugiés, la Suède a mis l'accent sur l'importance pour les filles et les garçons d'avoir accès à une

éducation de qualité et sur le fait que le pacte doit adopter une perspective d'égalité des genres. La Suède apporte également son soutien à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations Unies, pour garantir que leur travail crucial le long de la Route de la Méditerranée centrale puisse se poursuivre. Ceci est essentiel pour pouvoir répondre aux besoins urgents des réfugiés et migrants – particulièrement les femmes et les filles – et de leur trouver des solutions, notamment, l'évacuation et le retour. La Suède est également l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, UNHCR. Le UNHCR œuvre à sauver des vies et alléger les souffrances dans des situations humanitaires dans le monde entier et ce, dans une perspective d'égalité des genres, afin de garantir que les femmes et les hommes aient un accès égal à la protection et à l'aide.

Climat et égalité des genres

Les événements climatiques tels que les sécheresses, les inondations et les conditions météorologiques extrêmes entraînent une détérioration des conditions de santé ainsi que des problèmes accrus de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau. Ces défis frappent plus vivement 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté. Comme les femmes ont en outre un accès limité aux ressources politiques, économiques et matérielles, cela affecte leur vulnérabilité face au changement climatique et aptitude à s'y adapter.

Les femmes sont souvent responsables de la plupart des travaux agricoles et de la sécurité alimentaire de leur famille. Les femmes jouent également un rôle majeur dans l'utilisation et la gestion des ressources forestières et la gestion de l'eau. Les femmes sont donc des acteurs de changement essentiels pouvant contribuer à apporter des perspectives et solutions appropriées pour faire face aux changements climatiques. Les exemples d'investissements dans les énergies renouvelables apportant des opportunités d'emploi accrues pour les femmes et encourageant l'entrepreneuriat féminin sont nombreux.

La Suède a renforcé les efforts pour intégrer la perspective environnementale et climatique à la perspective d'égalité des genres dans la coopération au développement, au niveau bilatéral et au sein de l'UE, ainsi que dans les principaux fonds

multilatéraux environnementaux et climatiques. Dans le cadre des fonds tels que le Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale (FIC) et le Fonds vert pour le climat (FVC), la Suède a mené un travail fructueux d'élaboration de nouvelles politiques ambitieuses d'égalité des genres et de plans d'action concrets pour leur mise en œuvre. La Suède a également œuvré activement pour des recrutements stratégiques renforçant les efforts d'égalité des genres au sein des secrétariats de ces fonds. La Suède fait progresser les efforts en matière d'égalité des genres dans ces fonds en exigeant, notamment, que :

- Les conditions s'appliquant à l'attribution de fonds aux organisations de mise en œuvre incluent l'égalité des genres ;
- Les cadres de performance incluent des indicateurs appropriés à l'égalité des genres permettant le suivi des résultats des fonds dans le domaine de l'égalité des genres ;
- Les femmes soient impliquées dans la conception et la mise en œuvre des projets.



Isabella Lövin, ministre de l'Environnement et du climat et vice-Première ministre, signe le projet de loi du gouvernement concernant le climat.

5.3 Politique commerciale et de promotion

« Il est sage d'investir dans l'égalité. Exclure les femmes des opportunités économiques est probablement le plus grand gaspillage dans le monde. Outre le fait d'être sage et juste, l'égalité des genres est également bénéfique pour l'économie. Lorsque les femmes participent au marché du travail comme employées ou entrepreneurs, leur pouvoir sur leurs propres vies augmente et c'est l'ensemble de la société qui s'en trouve renforcée. La Suède mènera une politique commerciale féministe. Ceci implique qu'une analyse des genres doit être appliquée dans tous les accords commerciaux.

Ministre du Commerce extérieur chargée des affaires nordiques, Anna Hallberg

La politique commerciale et de promotion de la Suède vise à mettre en valeur les intérêts économiques suédois et l'image de la Suède à l'étranger, ce qui facilite les exportations et importations et permet un échange commercial mutuel avec d'autres pays. La politique commerciale suédoise a un important effet de redistribution et une perspective d'égalité des genres claire. La politique étrangère féministe a renforcé l'ambition de mener et d'encourager une politique commerciale progressive et juste permettant de renforcer l'autonomisation économique des femmes.

Le potentiel est énorme. Une étude des Nations Unies de 2015 montre que si les marchés de l'emploi à travers le monde étaient totalement égaux, l'économie mondiale progresserait de 28 000 milliards de USD d'ici 2025. Le PIB mondial augmenterait de 26 pour cent, ce qui équivaut presque aux PIB de la Chine et des États-Unis. En Inde, le PIB augmenterait de 60 pour cent, le pays se trouvant en bas de la liste de participation des femmes au marché du travail.⁴² En outre, les femmes effectuent aujourd'hui 75 pour cent des tâches non rémunérées. Ce travail est estimé à 10 000 milliards de dollars chaque année, ce qui correspond à 13

42 McKinsey Global Institute (2015), "The power of parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth"

pour cent de l'économie mondiale.⁴³

Il reste encore beaucoup à faire avant que ces chiffres deviennent réalité. Dans le monde, 50 pour cent des femmes en âge de travailler ont un emploi rémunéré comparé à 77 pour cent des hommes. Les femmes entre 25 et 64 ans ont accru leur participation à la main-d'œuvre mais la participation des plus jeunes femmes a baissé. La raison en est probablement un meilleur accès à l'éducation. Les femmes ont plus fréquemment des emplois à temps partiel et des rémunérations horaires beaucoup plus basses que celles des hommes. Les femmes travaillent généralement dans les secteurs à bas salaires et les hommes sont mieux payés qu'elles à travail égal. Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur informel avec les services domestiques et le petit commerce et ont moins accès aux technologies de l'information, ce qui affecte leur accès aux services et marchés financiers. Les filles et les femmes, dans toutes les régions du monde, effectuent la majorité des travaux non rémunérés, dans les foyers et dans la société. Généralement, il est plus fréquent que les femmes cessent leurs emplois rémunérés plus tôt pour prendre soin de leurs proches âgés ou

s'occuper des enfants et petits-enfants. Leur salaire cumulé durant toute leur vie active étant plus bas, leur retraite l'est également. Ceci les place en situation de dépendance par rapport à leurs conjoints et enfants.

Dans le secteur du commerce, les femmes font face à de nombreux défis. Les femmes entrepreneurs travaillent généralement avec des activités à petite échelle qui n'ont pas accès au capital financier, à la formation technique, et manquent de compétences marketing nécessaires pour pouvoir bénéficier de nouvelles opportunités commerciales et résister à la concurrence d'autres acteurs. Les femmes ont également souvent un accès limité à d'autres ressources, telles, notamment, l'énergie, l'eau, la technologie, les outils, le transport, l'éducation et les données marketing. D'autres obstacles à l'auto-nomisation économique des femmes sont les normes sociales stéréotypées et la législation discriminatoire.

En travaillant avec un **entrepreneuriat responsable dans les garanties**, la Commission suédoise de garantie du crédit à l'exportation (EKN) contribue à la réalisation des objectifs de développement durable de l'agenda 2030 et de

43 McKinsey Global Institute (2015), "The power of parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth"

la politique étrangère féministe. Dans certains secteurs et sur les marchés à risque, où les besoins sont les plus forts, les garanties EKN peuvent être décisives pour la réussite des affaires. Ces garanties contribuent au développement à la fois en Suède et dans les pays acheteurs. Dans les pays en développement avec des opportunités financières limitées, les garanties EKN contribuent à des ressources financières qui renforcent les possibilités de développement des pays. En contribuant à l'infrastructure et au transport public, notamment, EKN contribue aux opportunités offertes aux femmes.

Mener une politique étrangère féministe inclut une politique commerciale féministe. La Suède a notamment contribué à introduire une perspective de genre dans les accords sur les objectifs du développement durable et sur le financement du développement et à ce que les recommandations principales des forums économiques les plus importants tels que le **Fonds monétaire international** (FMI) et la **Banque mondiale** soulignent l'importance d'inclure la croissance et la participation des femmes au marché du travail.

La Suède a été une force motrice au sein de l'UE, pour une meilleure intégration de l'égalité des genres dans la politique commerciale en encourageant les autres à en faire de même. La Suède aspire au renforcement de la perspective d'égalité des genres dans le travail de l'OMC ainsi que dans les accords de libre-échange de l'UE avec les pays tiers et se félicite du fait que le commissaire européen au commerce ait encouragé l'OMC à davantage intégrer l'égalité des genres. Au sein de l'OCDE, la Suède a œuvré pour que l'égalité des genres soit intégrée dans les travaux de politique commerciale. La Suède a également collaboré avec la CNUCED afin d'élaborer une boîte à outils comprenant des méthodes permettant d'évaluer les effets des initiatives de politique commerciale en faveur des femmes et de l'égalité des genres.

Afin d'accroître les connaissances dans ce domaine, la Direction nationale suédoise du Commerce a mené une étude sur le commerce, la durabilité sociale et l'égalité des genres et organisé un séminaire sur l'égalité des genres et le commerce lors de l'**examen global de l'Aide pour le commerce**.

Trois questions au point focal du ministère suédois des Affaires étrangères sur la politique étrangère féministe dans le secteur commercial :

1. Pensez-vous que les efforts menés en matière de politique étrangère féministe ont été bénéfiques au secteur du commerce ?

Le travail mené au sein de la politique commerciale du gouvernement dans le cadre de la politique étrangère féministe a contribué à ce que davantage d'organisations fournissent des statistiques et analyses dans ce domaine, ce qui est à la fois complexe et décisif. En ayant une image précise, nous pouvons argumenter de manière plus convaincante et de formuler des propositions plus efficaces pour prendre des mesures. Le fait que la Suède ait encouragé ces questions conjointement avec d'autres Etats partageant cette vision a également contribué à ce que de nombreux pays soutiennent une déclaration sur l'égalité des genres et le commerce lors de l'onzième rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2017.

2. Quels instruments et arguments vous ont été les plus bénéfiques dans vos efforts pour mettre en œuvre la politique étrangère féministe ?

Les analyses et statistiques indiquant des conditions inégales dans le domaine du commerce international et de la politique commerciale ont été décisives pour mener les questions d'égalité des genres dans ce domaine. Pouvoir référer à des analyses attestant des effets économiques positifs de l'intégration de la question du genre a également été important.

3. Quelles sont les projets actuels, en termes de nouveaux accords, nouvelles stratégies, nouveaux partenaires, etc. ?

La Suède œuvre pour que la question d'égalité des genres soit intégrée à plusieurs accords de libre-échange. Cela peut se faire en renforçant l'utilisation d'instruments existants – et les processus y attendant – telles que les évaluations de l'impact sur le développement durable de l'UE. Il est également important que les organisations compétentes fournissent, dans une plus large mesure, des données et analyses ventilées par sexe dans le domaine de la politique commerciale.

La Suède soutient également le Centre du commerce international (ITC), une agence conjointe ONU/OMC qui vise à créer les conditions nécessaires pour que les petites et moyennes entreprises des pays en développement puissent pénétrer les marchés mondiaux. L'ITC œuvre activement pour le commerce et l'égalité des genres ainsi que l'entrepreneuriat des femmes et a lancé l'initiative **#SheTrades**⁴⁴ visant à permettre à un million de femmes entrepreneurs de pénétrer le marché, d'ici 2020. L'initiative identifie sept actions mondiales pour lesquelles les gouvernements, le secteur privé et la société civile peuvent prendre des mesures concrètes afin d'éliminer les obstacles auxquels sont confrontées les entreprises dirigées par des femmes.

En 2016, le Premier ministre Stefan Löfven a lancé l'initiative Global Deal - qui met l'accent au niveau mondial, sur le dialogue social et pour de meilleures conditions sur le marché de l'emploi – en partenariat avec l'OIT et l'OCDE. L'objectif du Global Deal est d'améliorer le dialogue entre les acteurs du marché de l'emploi et les gouverne-

ments nationaux afin d'améliorer les conditions d'emploi et la productivité.

Des relations efficaces sur le marché du travail et des conditions de travail décentes favorisent l'égalité et un développement économique inclusif, ce qui bénéficie aux travailleurs, aux entreprises et à la société – une situation « gagnant-gagnant-gagnant ». Le concept du Global Deal ne signifie pas l'élaboration d'un nouveau cadre ou accord qui soit uniformément appliqué dans tous les pays ni la création d'une nouvelle organisation internationale. L'objectif est d'élaborer une plateforme permettant de mettre en lumière les questions relatives à la coopération entre les parties et de renforcer les structures de coopération existantes. La Suède et le Bangladesh ont notamment signé un accord de coopération afin d'améliorer le dialogue entre les employeurs et les employés dans l'industrie textile du Bangladesh à forte représentation féminine. Le projet est mené par l'OIT en coopération avec les syndicats locaux et les organisations patronales. H&M et IF Metall y participent également.

44 <https://www.shetrades.com/en>

Soutien suédois à l'ONU pour le développement d'outils d'égalité des genres dans le commerce

La coopération de la Suède au sein de l'UNCTAD a permis l'élaboration et le financement de la boîte à outils commerce et égalité des genres. Celle-ci vise à aider les gouvernements, les responsables et autres acteurs à prévoir et évaluer les effets des initiatives en matière de politique commerciale en faveur des femmes et de l'égalité des genres.⁴⁵ Cette boîte à outils peut ainsi contribuer à ce que le commerce joue un rôle accru en faveur d'un développement inclusif ainsi qu'à l'autonomisation économique des femmes.

Boîte à outils commerce et genre



45 <https://unctad.org/en/Pages/DITC/Gender-and-Trade.aspx>

L'un des aspects de la politique étrangère est la promotion des valeurs suédoises et la diffusion de l'image de la Suède à travers le monde. L'égalité des genres est une part importante de cette image. De nombreuses ambassades suédoises confirment la forte demande d'information sur la manière dont la Suède est parvenue à un haut degré d'égalité des genres. Les questions sur la société suédoise – notamment l'accueil de la petite enfance, l'assurance parentale et la proportion des femmes sur le marché du travail – sont régulièrement posées, avec un vif intérêt d'en savoir plus.

Un instrument de mise en œuvre de la politique étrangère féministe est la boîte à outils de l'Institut suédois (SI) (<https://sharingsweden.se>), qui comprend des présentations telles que Swedish Dads (voir chapitre 6) ainsi que d'autres informations sur plusieurs thèmes de sensibilisation à l'égalité des genres. Ils expliquent notamment ce que le rôle pionnier en matière de politique étrangère féministe implique, ainsi que la position de la Suède sur les questions relatives à l'égalité des genres.⁴⁶

L'exposition est devenue un instrument majeur dans le travail des services

Les sept actions de SheTrades



extérieurs suédois afin d'encourager de nouvelles approches et valeurs. Elle a été montrée dans des ambassades suédoises dans près de 50 pays, d'autres expositions étant prévues. (Pour de plus amples informations, voir chapitre 6).

« J'utilise les portraits et les entretiens avec les papas et leurs enfants dans des situations de la vie quotidienne avec pour objectif de mettre l'accent sur les pères qui ont choisi de donner la priorité à leur famille avant le travail et la carrière.. L'objectif est aussi de souligner les aspects universels d'amour qu'implique la condition de parent, qu'il s'agisse des pères ou des mères. »⁴⁷

Photographe Johan Bävman

Swedish Dads

Swedish Dads est une exposition de photographies présentant des portraits de pères ayant choisi de prendre au moins six mois de congés parental. Le photographe Johan Bävman a suivi certains de ces pères pour connaître leurs expériences et comprendre l'impact que le congé parental a eu sur leur relation avec leur partenaire et leurs enfants. L'exposition a pour objectif de montrer l'impact d'une condition parentale plus égale au niveau de l'individu et de la société.



Inauguration de l'exposition de photographies Swedish Dads de Johan Bävman à Epicenter à Amsterdam.

46 L'Institut suédois. Feuillet d'information : « Pioneering a feminist foreign policy and Gender equality – we've come a long way, haven't we? »

47 <https://si.se/evenemang/swedish-dads-fotoutstalling/>

6. Méthodes de travail au niveau national

Les missions diplomatiques jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la politique étrangère féministe.

Un point de départ important pour la politique étrangère féministe est que le travail doit reposer sur la réalité des contextes où les actions sont menées afin que les analyses soient appropriées et que l'approche ait un maximum d'impact. Cela implique que les missions diplomatiques peuvent avoir des approches différentes, tout en partageant certaines expériences. Presque toutes les missions diplomatiques témoignent que la politique étrangère féministe a apporté quelque chose de nouveau et différent qui stimule de nouvelles discussions intégrées en interne ainsi que de nouvelles manières de travailler et d'initiatives à l'extérieur, où l'ensemble des instruments et domaines de politique collaborent pour un meilleur impact. De la même manière, une interaction se crée avec plusieurs acteurs suédois sur le terrain, tels que l'Asdi, l'Académie Folke Bernadotte, Business Sweden, l'Institut suédois et des entreprises suédoises. Cela permet de tirer bénéfice de l'expertise de tous ces acteurs et d'atteindre plus de groupes cibles. Pour

les missions diplomatiques, la politique étrangère féministe met ces questions au centre du dialogue politique, de la coopération au développement, de la politique de promotion et des analyses de pays. La prise de conscience et l'intérêt pour ces questions augmentent, notamment parmi les employés et les partenaires de coopération.

« Le fait que nous ayons une politique étrangère féministe nous a un peu donné une image de « super héros » parmi les acteurs présents d'aide au développement. Les collègues disent que d'autres agences étatiques d'aide au développement leur demandent souvent ce qu'implique la promotion d'une politique étrangère féministe et quels sont les bénéficiaires d'une telle initiative »

Ambassade de Suède



Photographie de l'événement Wikigap à la délégation permanente de la Suède auprès de l'UNESCO à Paris lors de la journée internationale des femmes en 2018.

Le travail en profondeur a porté ses fruits, sur le plan interne et externe. Voici un éventail d'exemples sur la manière dont les missions diplomatiques travaillent de manière systématique avec la politique étrangère féministe selon différentes méthodes. D'autres exemples sont cités dans ce manuel ainsi que dans le recueil d'exemples pour les trois premières années de la mise en œuvre de la politique.⁴⁸

La journée internationale des femmes, la journée des droits de l'homme, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes,

la journée internationale des filles et d'autres **journées internationales** sont utilisées par l'ensemble des services extérieurs suédois pour sensibiliser à ces questions. Ces événements permettent à la Suède de diffuser des messages sur l'égalité des genres et sur les droits des femmes et des filles par le biais de **panels de discussions, discours, articles, programmes radio et postes sur les réseaux sociaux.**

Les ambassades sont également activement impliquées dans la campagne internationale **16 Journées d'action contre la violence sexiste,**

48 www.regeringen.se/artiklar/2017/10/sveriges-feministiska-utrikespolitik-exempel-pa-tre-ars-genomforande/

qui a lieu chaque année à partir du 25 novembre, journée internationale de l'élimination des violences contre les femmes, au 10 décembre, journée des droits de l'homme. Au Bangladesh, notamment, l'ambassade suédoise a saisi cette occasion pour inviter des participants à **des tables rondes** sur les opportunités de carrière des femmes dans l'industrie textile, en coopération avec l'Institut suédois et les autres ambassades nordiques.

Les efforts de lutte contre la violence basée sur le genre ont également inclus un « **hackathon** » au Honduras, organisé notamment par les ambassades de Suède et des Pays Bas. L'événement a débouché sur plusieurs instruments et initiatives qui ont bénéficié de soutien pour continuer à se développer. Il s'agit notamment d'une application mobile pour les femmes confrontées à la violence conjugale, comprenant une ligne directe à la police et à des groupes de soutien ainsi que des recommandations sur les personnes pouvant être contactées.

Les jours fériés suédois et locaux sont également une occasion de débattre de l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles. L'ambassade de Suède en Tanzanie, notamment, rapporte :

« La réception donnée lors de la Sainte Lucie 2017 a été une autre plateforme permettant de diffuser le message relatif aux droits des femmes et des filles. De nombreux invités ont déclaré avoir apprécié la manière dont la Suède a su profiter d'une réception pour faire passer un message important. L'événement a été diffusé sur l'une des principales chaînes locales de télévision, permettant ainsi une large diffusion du message. »

Ambassade de Suède, Tanzanie

Le dialogue et partage d'expériences continuels et lors de visites de haut niveau sont des instruments clés de ce travail. Les dialogues reposent souvent sur une question spécifique, cependant, de nombreux pays montrent également un intérêt pour la vision globale de la Suède.

La politique étrangère féministe suédoise a contribué à **l'entrepreneuriat et à l'emploi des**

femmes dans plusieurs pays. En Bolivie, notamment, la Suède a contribué à plus de 500 nouveaux emplois (comme indépendant employé) pour les femmes ayant de faibles revenus. De même, grâce au financement du programme Women in Business avec la Banque européenne de reconstruction et développement (BERD), la Suède a pu apporter aux femmes entrepreneurs de l'Europe de l'est, un développement des capacités et des conseils, ainsi que des conditions de prêts à taux préférentiels avec des banques locales. Un autre exemple est le réseau de centres locaux de soutien pour les femmes (WIN-NET) créé ces dernières années conformément au modèle suédois, qui s'appuie sur la coopération entre la société civile, l'État, le secteur privé et les universités. Ces centres ont créé des opportunités de développement des compétences et des emplois pour les femmes en situation précaire, et leur ont permis de renforcer leur autonomie économique résultant ainsi en une confiance en soi et un intérêt dans l'engagement et la participation politique accrues. La Suède a également établi un **programme de leadership pour les femmes cadres et entrepreneurs** en Arabie saoudite et a organisé en Suède une visite d'experts venus de Chine sur le thème des femmes dans la technologie, en mettant l'accent sur les femmes codeuses. La Suède œuvre également à changer la

législation discriminatoire qui constitue un frein à la participation économique égalitaire des femmes.

Dans plusieurs pays, notamment au Chili, l'ambassade de Suède collabore avec une multitude d'acteurs divers pour mettre en œuvre la politique étrangère féministe. Grâce à la coopération avec des journalistes chiliens, des millions de téléspectateurs dans le pays ont été informés sur l'assurance parentale de la Suède. Par le biais de la coopération avec l'organisation Hay Mujeres, l'ambassade a créé le réseau « Embajadores Hay Mujeres » visant à impliquer les hommes dans les efforts d'égalité des genres. L'ambassade a également impliqué des chefs d'entreprises dans la campagne #HeforShe.

L'ambassade de Suède en Thaïlande a mené des initiatives dans le cadre des **actions dans le domaine migratoire** pour mieux identifier et prévenir la traite des êtres humains, particulièrement la traite des femmes. L'ambassade œuvre également dans d'autres domaines, notamment en engageant des personnalités thaïlandaises éminentes comme porte-paroles de la politique étrangère féministe. L'ambassade est activement engagée dans les discussions de politique interne par le biais de tribunes et sur les réseaux sociaux. Les contacts établis dans

la coopération au développement ont été utilisés pour le travail d'influence et le dialogue.

Dans le domaine de la **promotion culturelle**, l'ambassade de Suède à Mexico City a initié des discussions sur ce que l'on attend traditionnellement des hommes et des femmes et sur la manière dont les stéréotypes de genre peuvent être influencés à long terme en élargissant le spectre des groupes cibles. Ces discussions ont pris leur ancrage dans la culture populaire, en réfléchissant sur la manière d'inclure l'égalité des genres dans les scénarios de séries populaires (telenovelas) et en se servant de la musique dans des contextes particulièrement difficiles. À cet égard, l'ambassade a animé des discussions entre des rappers femmes tels que l'artiste suédoise Silvana Imam et le groupe mexicain Batallones Femininos, qui utilisent leur musique pour promouvoir les droits des femmes à Ciudad Juárez, ville particulièrement marquée par un niveau élevé de violence et dominée par une culture machiste.

L'ambassade de Suède à Athènes a organisé diverses activités dans le secteur culturel, notamment un hommage de trois jours au rôle des femmes dans la réalisation des films et le rôle des films pour l'égalité des genres. Au cours de larges discussions ont été abordées des questions relatives notamment aux



Photographie du concours local, « Tanzanian dads. »

L'exposition suédoise de photographies précédemment mentionnée, **Swedish Dads**, a généré des discussions dans de nombreux pays et a servi de tremplin à la poursuite du dialogue ainsi qu'à des événements relatifs aux rôles liés au genre et à l'égalité des genres. En Croatie, l'ambassade de Suède a organisé le Festival des pères (Festival of

Fathers) et a animé des tables rondes au parlement lors de l'exposition. En Iran, l'ambassade a organisé une exposition itinérante à travers le pays.

Des concours locaux de photographie ont également été organisés pour les pères dans divers pays, notamment en Chine, en Ouganda, en Thaïlande, en Tunisie et en Suisse. Dans d'autres cas, des discussions ont été menées sur l'assurance parentale, la photographie engagée sur les questions sociales, le rôle des pères et les masculinités destructrices. L'exposition a pris différentes formes et a été présentée dans différents lieux au sein de la société, notamment dans le métro de Shanghai et à l'OCDE à Paris. Les employés de certaines ambassades ont également approfondi certains aspects des campagnes en adoptant le terme « Embassy Dads » et en utilisant les réseaux sociaux pour parler de leurs propres expériences de pères et partenaires égaux.

Au sein de la **coopération au développement**, l'accent sur l'égalité des genres a été renforcé et s'est concrétisé par des actions relatives à l'ensemble des « R » et des objectifs de la politique étrangère féministe. La Suède a notamment mis l'accent sur la SDSR et a concentré ses efforts en agissant au niveau international, régional et bilatéral avec un large éventail d'ac-

Accent sur la masculinité à l'ambassade de Suède à Kinshasa, RD Congo

Comme il a été indiqué précédemment, un des résultats positifs de la politique étrangère féministe de la Suède est la nouvelle méthode de travail, selon laquelle les différentes sections des ambassades travaillent conjointement de manière plus intégrée, au-delà des frontières opérationnelles. Un exemple est le travail mené par l'ambassade de Suède en République démocratique du Congo pour promouvoir une masculinité positive. L'ambassade travaille avec l'image que les garçons et les jeunes hommes se font des hommes, grâce au large soutien de l'Asdi dans le cadre de la coopération au développement, et a également financé une étude sur la masculinité conjointement avec ONU Femmes. D'autres initiatives ont proposé, des concours de rédaction pour les jeunes étudiants sur le thème du rôle des garçons et des hommes dans les efforts d'égalité des genres, l'organisation d'un concours de photographie sur le thème « un vrai homme » des tables rondes sur la masculinité et la diffusion continue de messages sur les réseaux sociaux avec des entretiens issus de réseaux d'hommes et d'activistes. Le large impact obtenu est le fruit d'un travail intégrant les différents domaines opérationnels, mené efficacement au sein de la politique étrangère, la culture, la promotion de la Suède et la coopération au développement.

teurs et secteurs. Un quart des stratégies bilatérales de coopération au développement comprend des objectifs liés à la santé, axés sur des systèmes de santé solides, sur la SDRS ainsi que sur de meilleurs soins pédiatriques et maternels. Ce soutien a contribué à davantage de sages-femmes, à un accès accru aux moyens de contraception, à un meilleur accès aux avortements dans des conditions sûres et légales, à de meilleures conditions pour que les jeunes gens puissent prendre des décisions avisées sur leur santé, leur sexualité et reproduction et de meilleures conditions pour que les personnes LGBTQ bénéficient de leurs droits fondamentaux. Au Mozambique, l'ambassade a contribué à l'élaboration de nouvelles directives nationales relatives aux soins post-avortement, et en Zambie, la Suède a soutenu un programme sur l'éducation sexuelle dans les écoles, permettant ainsi d'éviter près de 50 000 grossesses non planifiées.

Des programmes visant à renforcer la participation politique des femmes ont été financés dans plusieurs pays, notamment au Zimbabwe, en Syrie et en Moldavie. En Somalie, on estime que les efforts de la Suède ont contribué à ce que la proportion de femmes au parlement augmente de 70 pour cent lors des élections de 2016 pour

atteindre un niveau de 24 pour cent. L'ambassade de Suède en Somalie a également contribué à la création d'une plateforme nationale avec des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile, afin de mettre en œuvre l'agenda pour la paix, les femmes et la sécurité. De la même manière, les ambassades sont actives dans d'autres pays en conflit ou pays post-conflituels afin d'accroître la participation des femmes et des filles aux efforts de paix. L'ambassade de Suède en Irak, notamment, participe activement au dialogue sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité contribuant à sa mise en œuvre par un soutien aux organisations locales de la société civile et œuvrant pour que les organes onusiens sur place respectent leurs engagements en matière d'égalité des genres et de respect des droits fondamentaux des femmes et des filles.

La Suède soutient également, par le biais de l'Asdi, de nombreuses initiatives pour **l'autonomisation économique des femmes**, notamment par l'initiative régionale « JP RWEE » menée dans sept pays : l'Éthiopie, le Guatemala, le Kirgystan, le Libéria, le Népal, le Nigéria et le Rwanda. L'objectif est d'encourager le potentiel des femmes en zones rurales en

améliorant l'accès et le contrôle des ressources, des services et opportunités, et en leur donnant une voix plus forte dans leur foyer et dans la société.

De nombreuses missions diplomatiques soulignent que la politique étrangère féministe a offert à la Suède **de nouveaux forums et un accès à d'autres** acteurs, comparé aux réseaux traditionnels des ambassades. À Sarajevo et Washington, notamment, les ambassades de Suède témoignent d'un fort intérêt parmi les étudiants.

La politique étrangère féministe a également **renforcé la voix et la portée de certains groupes**, tels que les militants des droits des femmes, qui ont été invités par la Suède à participer à des conférences internationales et dont les efforts ont été mis en évidence sur les réseaux sociaux. Le travail de l'ambassade de Suède au Brésil en est un exemple. En Angola, la Suède a été l'une des rares ambassades à accompagner la ministre angolaise pour l'égalité des genres dans une tournée dans des zones rurales pour des discussions sur l'égalité des genres, qui a pu bénéficier d'une large couverture médiatique.

Plusieurs ambassades de Suède ont également contribué à la **création de plateformes pour les femmes et les filles**. L'ambassade de Suède au

Libéria, notamment, permet aux organisations de défense des droits et aux forums de femmes d'organiser des réunions et rencontres dans les locaux de l'ambassade afin d'améliorer leurs possibilités d'œuvrer ensemble en faveur de l'égalité des genres. Des dîners de travail ont également été organisés avec des organisations de défense des libertés civiles et des femmes journalistes. L'ambassade considère également qu'il va de soi d'inviter les organisations de défense des droits des femmes à des discussions politiques, afin de permettre la participation et l'influence politique des femmes et des filles. La plateforme mise à disposition par l'ambassade offre aux femmes propre espace où elles peuvent mettre en place des réseaux sociaux dont disposent souvent déjà les hommes. L'ambassade contribue également à des formations pour les partenaires relatives aux questions d'égalité des genres, notamment la budgétisation sensible au genre et l'affectation des ressources.

Des travaux approfondis ont été menés en interne dans les missions diplomatiques pour renforcer leur propre **expertise en matière d'égalité des genres et de droits des femmes et des filles et pour améliorer les méthodes de travail et instruments d'analyse**. Les ambassades œuvrent à

élargir leur base afin d'obtenir des informations et de permettre à toutes les voix et perspectives d'être entendues. Dans cette optique, l'ambassade de Suède en Ethiopie a créé au printemps 2018 un réseau sur les questions d'égalité des genres et les droits des femmes. L'idée de ce réseau est d'aider les ambassades à analyser et comprendre les développements en matière d'égalité des genres et de droits des femmes dans le pays et de contribuer à concevoir divers événements et activités, sous régie de l'ambassade, sur ce thème. Le réseau est constitué de neuf personnes possédant une solide expérience dans le domaine de l'égalité des genres et des droits des femmes. Les participants représentent également différentes catégories de la société éthiopienne, notamment les secteurs publics et privés, les universités, la

société civile et les médias, y inclus les réseaux sociaux.

L'ambassade de Suède à Tbilisi, Géorgie, est un autre exemple d'une mission diplomatique ayant accompli des efforts importants pour accroître le **niveau de connaissance** sur le plan interne. Afin que la politique étrangère féministe ait un impact sur le plan externe, l'ambassade a identifié le besoin de renforcer la connaissance et la compréhension de ses propres employés. Un point de convergence pour ces discussions est le processus de planification des activités de l'ambassade, permettant de discuter de ce en quoi consiste concrètement une approche féministe dans les différents domaines opérationnels de l'ambassade, ainsi que dans le suivi et l'évaluation périodiques.



L'ambassadrice de Suède au Vietnam, Ann Måwe et Phuong Anh participent à #GirlsTakeover - une initiative internationale de promotion des droits des filles lors de la journée internationale des filles en octobre 2019.

7. Défendre l'égalité des genres contre vents et marées

« Rares sont les aspects de la politique étrangère aussi justifiés que cette question, et pourtant je rencontre parfois de la méfiance. »

Ambassade de Suède

La politique étrangère féministe de la Suède rencontre parfois de la résistance qui peut se manifester de différentes manières, notamment par des techniques d'inhibition visant à ridiculiser et rendre le visible invisible

Cette résistance a cependant été moins forte que prévu et s'est atténuée au fur et à mesure que l'intérêt et le soutien à l'égard de cette question ont progressé. Cette tendance peut s'expliquer par l'engagement actif des services extérieurs suédois pour ancrer la politique dans le cadre du quatrième R, à savoir la réalité dans laquelle elle opère. Les ambassades suédoises et les directions au sein des services extérieurs emploient différentes approches. Outre la perspective du droit, il est également important de souligner la recherche, les expériences et les arguments montrant

que l'égalité des genres bénéficie au développement social et économique. Les investissements en matière d'égalité des genres, notamment, augmentent le taux d'emplois rémunérés et renforcent le capital humain de la société toute entière. L'expérience a également montré qu'il peut être important d'identifier des défis communs (la violence des hommes à l'encontre des femmes, les stéréotypes liés au genre, les écarts salariaux et la part de travail non rémunéré, le vieillissement de la population, la numérisation des entreprises, etc.) et de faire de l'égalité des genres une part intégrale de la discussion sur la manière d'identifier les solutions aux problèmes et d'y remédier ensemble.

Exemples d'arguments pour une égalité des genres accrue :

- L'économie mondiale augmenterait de 26 pour cent si les femmes et les hommes étaient égaux dans la vie professionnelle.⁴⁹
- La recherche montre que la part du revenu des ménages consacrée au

49 www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth

développement des enfants augmenté de manière significative lorsque les femmes ont un plus grand contrôle des ressources du foyer.⁵⁰

- Si les femmes pouvaient cultiver la terre selon les mêmes conditions que les hommes, la faim serait éradiquée pour 100 millions de personnes.⁵¹
- La recherche montre que les sociétés respectueuses de l'égalité des genres sont plus pacifiques, un nombre accru d'études indiquant que les processus de paix et les accords de paix incluant les femmes et les hommes sont plus durables.⁵²

La violence sexuelle et la violence basée sur le genre est une question cruciale qui peut parfois être difficile à aborder et à combattre sous toutes ses formes, mais aujourd'hui davantage d'instruments et plateformes sont disponibles. La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (la Convention d'Istanbul), le premier document légalement contraignant, en Europe, sur la violence faite aux femmes, en est un exemple. La convention condamne toutes formes de violence et décrit la

violence faite aux femmes comme l'expression de relations de pouvoir historiquement inégales entre les femmes et les hommes. Elle établit également que la violence faite aux femmes est basée sur le genre à un niveau structurel. Parallèlement aux efforts menés au niveau national pour prévenir et combattre la violence, la Suède agit également pour que d'autres pays ratifient la convention et en respectent les engagements.

Le mouvement #MeToo a offert de nouvelles opportunités pour souligner et combattre la violence faite aux femmes, ce à quoi la Suède s'est engagée. Ce peut être par le biais de discussions internes sur la manière dont les services extérieurs pratiquent ce qu'ils prônent. Une autre manière est de participer aux discussions avec des acteurs externes.

50 Voir p.ex. : <http://womendeliver.org/investment/boost-womens-economic-empowerment/>

51 www.wfp.org/our-work/preventing-hunger/focus-women/women-hunger-facts

52 ONU Femmes, « Prévenir les Conflits Transformer la Justice Obtenir la Paix: Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies »

Aide-mémoire pour défendre l'égalité des genres contre vents et marées

- Gagner le soutien et encourager le leadership en matière d'égalité des genres au plus haut niveau, notamment avec les femmes et les hommes décideurs politiques, religieux et économiques.
- Œuvrer à l'inclusion de l'égalité des genres aux documents d'orientation et aide-mémoires, à tous les niveaux.
- Identifier des acteurs ayant les mêmes visions, établir des alliances et faire avancer les questions conjointement ou en interaction avec eux.
- Élargir l'appropriation de ces questions à davantage/de nouveaux groupes par le dialogue et la coopération.
- Établir et soutenir des plateformes pour renforcer la visibilité et la contribution d'un plus grand nombre d'acteurs.
- Faciliter l'échange d'expérience et de connaissance entre différents acteurs (p.ex. les réseaux, clubs de petit-déjeuner, cercles de déjeuners et séries de séminaires).
- S'appuyer sur le dialogue avec les organisations internationales, nationales et locales de défense des droits des femmes ainsi qu'avec d'autres organisations des droits humains et de la société civile afin de les soutenir et de bénéficier de leurs connaissances, analyses de problème et propositions, essentielles pour trouver des solutions durables.
- Comprendre pourquoi les critiques sont sceptiques et quel est leur raisonnement.
- Combattre le doute et la critique avec des arguments clairs basés sur des statistiques, faits et exemples concrets du milieu en question et/ou d'autres contextes comme la Suède.
- Persévérer et être prêt à constamment lutter contre la résistance et négocier.
- Mettre en avant et intégrer la question de l'égalité des genres pour en clarifier la pertinence.
- Souligner qu'une égalité des genres accrue est souvent une solution partielle aux problèmes auxquels les groupes vulnérables font face, mais que les femmes et les filles ne sont pas en soi des groupes vulnérables.

« Les efforts de changement en faveur de l'égalité des genres touchent généralement à des questions clés, telles que la répartition des ressources, l'influence et la responsabilité. Ainsi le travail en matière d'égalité des genres éveille souvent des sentiments forts. Certains expriment ouvertement leurs inquiétudes. D'autres expriment différentes formes de déni, en rejetant notamment certains faits faisant état de l'inégalité des genres ou de conditions d'injustice liées au genre. D'autres encore sont empreints d'agressivité. Beaucoup sont ceux qui protestent en silence. »⁵³

Certaines questions rencontrent plus de résistance que d'autres. L'une d'entre elles est celle de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), y compris l'avortement. La Suède est un fervent défenseur de la SDSR, aux niveaux international, national et local. Le dialogue permanent avec les États et les organisations multilatérales et autres acteurs concernés est un instrument important qui fait la différence. La Suède est également un donateur majeur concernant le travail en matière de SDSR à tous les niveaux et elle souligne sans cesse le lien entre la SDSR et, notamment, les droits humains, l'égalité des genres, la santé, le développement durable et la lutte contre le VIH. D'autres méthodes sont les campagnes externes de mobilisation (cf. SheDecides au chapitre 4) et le dialogue et partage d'expérience avec des parties ayant des visions similaires, notamment la société civile.

53 Eva Amundsdotter, Mathias Ericson, Ulrika Jansson et Sophie Linghag (2015) « Motstånd och strategier i jämställdhetsarbete » [Résistance et stratégies dans les efforts d'égalité des genres]

« On assiste, dans le monde entier, à un recul des droits des femmes. [...] Nous repousserons ce recul. Et nous le ferons sans relâche. Pour un changement radical. Pour un changement rapide. Et pour le changement significatif dont notre monde a besoin, en commençant par combattre les inégalités dans les rapports de force. »⁵⁴

Secrétaire-Général des Nations Unies António Guterres

8. Références

8.1 Documents

Ministère canadien des Affaires étrangères (2017) “*Canada’s feminist international assistance policy – #Her voice Her Choice*” [« *Politique d’aide internationale féministe du Canada - #Sa voix, son choix* »]

Conseil de l’Union européenne (2015) “*The EU action plan for gender equality and women’s empowerment in the EU’s external relations 2016–2020*” [« *Égalité entre les hommes et les femmes et droits des femmes dans le monde - plan d’action pour la période 2021-2025* »]

Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) (2014) “*Estimating the costs of gender-based violence in the European Union*”

Agence de l’Union européenne pour les droits fondamentaux (2014) “*Violence against Women: An EU-wide survey*” [« *Violence à l’égard des femmes : une enquête à l’échelle de l’UE* »]

Eva Amundsdotter, Mathias Ericson, Ulrika Jansson et Sophie Linghag (2015) “*Motstånd och strategier i gender equalitysarbete*” [« *résistance et stratégies dans les efforts d’égalité des genres* »]

Ministère suédois des Finances, JämKAS Budget

Human Rights Watch (2017) “*I Won’t Be a Doctor, and One Day You’ll Be Sick – Girls’ Access to Education in Afghanistan*”

Union interparlementaire “*Women in national parliaments*”, en date du 1er avril 2018

Lee, Marlene et Jocelyn Finlay (2017), “*The Effect of Reproductive Health Improvements on Women’s Economic Empowerment: A Review Through the Population and Poverty (POPPOV) Lens*” (Washington, DC: Population and Poverty Research Initiative and Population Reference Bureau)

McKinsey Global Institute (2015) “*The power of parity: How advancing women’s equality can add \$12 trillion to global growth*”

National Democratic Institute (NDI), “*Why women in politics*”

Paffenholz et al., “*Making Women Count: Assessing Women’s Inclusion and Influence on the Quality and Sustainability of Peace Negotiations and Implementation.*”

Regeringskansliets föreskrifter med arbetsordning för utrikesdepartementet [« *Règlement des Services du gouvernement relatif au règlement intérieur du ministère des Affaires étrangères* »] (2017)

Étude sur les armes de petit calibre (2016) *“Gender-Based Violence Interventions: Opportunities for Innovation”*

Statistics Sweden (2004) *“Könsuppdelad statistik. Ett nödvändigt medel för jämställdhetsanalys”* [*“Statistics by sex. A necessary tool for gender analysis”*]

L’Institut suédois :

- Pioneering a Feminist Foreign Policy (Exposition)
- Gender Equality – we’ve come a long way, haven’t we? (Exposition)
- The Swedish Red Cross and the Swedish Ministry for Foreign Affairs (2015) *“IHL and Gender – Swedish experiences”*

Le gouvernement suédois :

- Inrättandet av en jämställdhetsmyndighet. [« L’introduction d’une agence de l’égalité des genres. »] Dir. 2016:108
- Jämställdhetspolitiken: Delad makt - delat ansvar. [« La politique d’égalité des genres : pouvoir partagé – responsabilité partagée. »] Bill 1993/94:147
- “Makt, mål och myndighet – feministisk politik för en jämställd framtid” [« Pouvoir, objectifs et agences – une politique féministe pour un avenir respectueux de l’égalité des genres »] Communication du gouvernement 2016/17:10
- Policyramverk för svenskt utvecklingssamarbete och humanitärt bistånd. [« Cadre de politique pour la coopération au développement et l’aide humanitaire de la Suède. »] Communication du gouvernement 2016/17:60
- Stärkt skydd mot tvångsäktenskap och barnäktenskap. [« Protection accrue contre le mariage forcé et le mariage précoce »] SOU 2012:35
- Utredningen om starkare skydd mot barnäktenskap, tvångsäktenskap och brott med hedersmotiv. [« Enquête sur une protection accrue contre le mariage précoce, le mariage forcé et les crimes ”d’honneur”. »] Ju 2017:06

ONU Femmes (2015), *« Prévenir les Conflits Transformer la Justice Obtenir la Paix - Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. »*

ONU Femmes (2011), *« Le progrès des femmes dans le monde : En quête de justice. »*

ONU Femmes (2018), « *Femmes en politique 2017.* »

Le ministère suédois des Affaires étrangères :

- Feministisk utrikespolitik – varför och vad handlar det om? Presentationsmaterial. [“Politique étrangère féministe – pourquoi et de quoi s’agit-il ? Matériau de présentation.”]
- Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2015–2018
- Sveriges feministiska utrikespolitik [“Sweden’s feminist foreign policy”] (Apprentissage en ligne)
- Sveriges feministiska utrikespolitik – exempel på tre års genomförande [“Sweden’s feminist foreign policy – examples of three years of implementation”]
- Sweden’s National Action Plan for the implementation of the UN Security Council’s Resolutions on Women, Peace and Security 2016–2020
- Déclaration de politique étrangère du gouvernement 2015, 2016 et 2018

La Banque mondiale (2018), « *Les Femmes, l’Entreprise et le Droit 2018* »

8.2 Sites Internet

www.calltoactiongbv.com
www.centreforfeministforeignpolicy.org
www.economist.com
www.eige.europa.se
www.fba.se
www.genderchampions.com
www.globalamalen.se
www.government.se
www.gsma.com
www.gqualcampaign.org
www.iklartext.se
www.msb.se
www.regeringen.se
www.shetrades.com
www.si.se
www.sida.se
www.swemfa.se
www.unctad.org
www.unwomen.se
www.utrikesdepartementet.se
www.weforum.org
www.who.org

8.3 Twitter

@AnnLinde
@MinisterPeterE
@swedense
@SweMFA
@TeamHallberg
#EqualityMakesSense
#Genderequalworld
#Midwives4all
#MoreWomenMorePeace
#SheDecides
#SheTrades
#StockholmGenderForum
#SwedishDads
#WikiGap

Ministère des Affaires étrangères

Standard: +46 (0)8 405 10 00

Adresse de visite: Gustav Adolfs torg 1
Stockholm